ARISTIDE BRIAND

—

PAROLES DE PAIX



Eugène FIGUIÈRE, éditeur
17, rue Campagne-Première, à Paris
72, rue Van Artevelde, à Bruxelles
1927

PAROLES DE PAIX

J'affirme que
la France ne se di-
minue pas quand
elle se dresse et dit,
à la face du monde :
je vous déclare la
paix.

Ar Briand



ARISTIDE BRIAND

PAROLES DE PAIX



Eugène FIGUIÈRE, éditeur
Paris-Bruxelle
MCMXXVII

IL A ÉTÉ TIRÉ DE CE VOLUME 200 EXEMPLAIRES SUR ALFA, NUMÉROTÉS DE 1 A 200 ; 10 EXEMPLAIRES SUR JAPON NUMÉROTÉS DE I A X ET 10 EXEMPLAIRES SUR PUR FIL D'ARCHES NUMÉROTÉS DE XI A XX.

AVANT-PROPOS

M. Aristide Briand a prononcé — au cours des dernières années — un nombre important de discours pour la consolidation de la paix dans le monde. Tous ces discours ne furent que l'expression d'une politique agissante et constructive qui a donné déjà les plus bienfaisants résultats. Mais pour que ceux-ci deviennent durables, il est indispensable que la pensée généreuse et si profondément humaine de l'éminent homme d'Etat pénètre les peuples. Il nous a semblé qu'il n'était pas de meilleur moyen d'y arriver, que de

mettre à la portée de tous, sous la forme d'un petit livre, les passages essentiels des discours de M. Aristide Briand, avec l'espérance de pouvoir collaborer nous-même, dans le domaine qui est le nôtre, à la plus noble des entreprises.

L'EDITEUR.

Désormais, notre route, c'est celle de la paix et du progrès.

Si l'Europe retrouve son équilibre économique et son équilibre moral, si les peuples ont conscience qu'ils sont en sécurité, ils pourront secouer de leurs épaules les lourds fardeaux qu'imposent les inquiétudes de la guerre; ils pourront collaborer à l'amélioration de leur situation respective; il se créera enfin un esprit européen.

Cet esprit ne sera pas né de la guerre, et il n'en sera que plus noble, plus généreux, plus digne d'admiration.

∽∽

Le mot de paix est un mot que tout le monde est porté à employer. Mais la vraie conception de la paix est plus exigeante. La paix est une personne assez difficile, assez ambitieuse; elle ne se contente pas d'une demi-cour, elle ne se contente pas de quelques formules de politesse, d'un vague salut au passage qui n'aura point de suite; elle veut qu'on la désire spontanément et ardemment, que l'on se donne à elle entièrement.

∽∽

Si l'on nous excite les uns contre

les autres, si l'on nous presse, dans des discours, de nous heurter, écartons les mauvaises tentations. Cela, c'est la route du sang, ce sont les routes du passé, couvertes de morts, de deuils, d'incendies. Ce n'est point notre route.

Des idées de paix? Mais elles sont en plein dans notre esprit et dans nos cœurs. C'est précisément parce que nous nous préoccupons, avec le plein souci de nos responsabilités, de préparer une paix non pas précaire, mais solide, et durable, et qui nous garde du retour d'événements pareils à ceux que nous avons vécus, c'est parce que nous voulons cette paix que nous en recherchons les véritables conditions.

Pour avoir la paix et pour la garder, il faut la vouloir, il ne faut pas avoir constamment la seule pensée de sa fragilité. Il faut prendre nos précautions, mais il ne faut pas toujours penser que ces précautions seront insuffisantes à nous garer de la guerre. Moi, j'ai l'horreur de la guerre.

Tout ce qui peut réduire les armements, tout ce qui peut alléger les sacrifices des peuples, la France est prête à y souscrire; mais quand il s'agit de sa situation territoriale, un impérieux souci lui dicte ses devoirs, un souci vital de sécurité.

Nos amis des États-Unis ne savent peut-être pas assez à quel point ce

souci est un devoir. Nous l'avons, non pas pour nous-mêmes, non pas pour le maintien de notre propre vie. Cela à soi seul suffirait; mais la France n'est pas seulement comptable de sa propre existence. Elle est un pays qu a trop vécu pour l'humanité tout entière pour qu'elle ne sente pas qu'en même temps que le souci de sa propre existence, elle a le dépôt de certaines traditions auxquelles est lié le sort de l'humanité.

La France est forte de toute sa force militaire. Mais le problème n'est pas là tout entier.

La France, dans l'état actuel du monde, ne peut pas s'abstraire de

toute préoccupation d'idéalisme. Il y a une atmosphère morale en dehors de laquelle un pays qui s'isole est un pays qui va aux pires déceptions.

Il subsiste, forcément, en Allemagne comme en France, des souvenirs tenaces, du reste respectables, qui se manifestent encore ardemment, surtout quand ils sont associés à des opérations de politique.

Le nier serait nier l'évidence. Mais ce n'est pas une raison pour ne pas essayer de rapprocher les deux peuples.

Il s'est conclu entre eux, dans l'ordre économique et financier, des accords fructueux pour l'un et l'autre. Des contacts ont été pris,

dont vous me direz qu'ils ne constituent pas encore des bases définitives de paix. Peut-être, mais c'est déjà un grand progrès, et qui nous donne dès maintenant une très large sécurité pour l'avenir.

∽∽

Aujourd'hui, il n'y a plus, entre les peuples, de cloisons étanches. Cela n'est plus possible. Il n'y a plus des détroits appartenant à tel pays plutôt qu'à tel autre. Il n'y a plus des impossibilités de passage là où la vie et l'activité économique du monde entier exigent que tout le monde passe.

Que resterait-il des malheureux peuples si une nouvelle guerre survenait?

Je vous le dis simplement, faisant appel à votre raison, à vos cœurs et à votre patriotisme : Locarno, c'est ce qui peut empêcher cela; Locarno, c'est une barrière contre l'irréflexion; Locarno, c'est la nécessité de discuter. C'est, pour les peuples, la possibilité de se donner une raison de ne pas tomber aveuglément les uns sur les autres.

Le peuple de France à aucune époque de sa vie n'a été un peuple inspiré par des sentiments d'impérialisme et de conquête. Pendant cinquante ans, il est resté fidèle à la paix et, malgré la cruelle déchirure qu'il portait au flanc et qui lui a été causée vous savez dans quelles

conditions d'injustice flagrante, en toutes circonstances, il est resté sourd au défi, à la provocation; et chaque fois qu'il lui a été possible d'assurer la paix par des voies d'arbitrage, il s'y est généreusement offert.

Au lendemain de la dernière guerre, — et la France sait ce qu'il en coûte de supporter pareille guerre, car elle a vu sur son sol la misère sanglante des peuples de nos patries respectives, — je crois pouvoir dire que mon pays a, plus qu'un autre, l'horreur de la guerre et l'amour de la paix.

Malgré certaine propagande empoisonnée, vous n'avez jamais cru que la France était un pays hostile à la paix. Elle a défendu la liberté du monde.

Si demain sa sauvegarde est assurée, la France est prête à dire : *Bas les armes !*

A brève échéance, les hommes d'État finiront bien par dresser un obstacle infranchissable en face des gens qui rêvent d'une manière malsaine de rejeter les peuples vers la barbarie sanglante de la guerre.

Cette heure-là viendra, nous la devons à ceux qui sont tombés. Il y a dans tous les pays, qui ont combattu côte à côte, des tombes glorieuses. Il y a sous l'Arc-de-Triomphe, sous les dalles de Wesminster en Angleterre, à Rome près du Capitole, et à Arlington, des morts symboliques.

Ceux-là, quand ils sont tombés

sanglants, ont dû se consoler en pensant qu'ils mouraient pour que d'autres ne meurent pas dans de nouvelles guerres. Si leur suprême espérance devait être déçue, si leur sacrifice héroïque devait être inutile, ce serait un défi à leur mémoire et comme une insulte à leur tombe.

La France fera tout pour qu'il y ait une Allemagne avec laquelle elle puisse entretenir des rapports corrects et normaux, avec laquelle elle puisse s'installer, s'équilibrer d'une manière définitive dans la paix. Voilà ce que veut la France. Il ne dépend que de l'Allemagne qu'il en soit ainsi.

Quand on a vu cet effroyable paysage lunaire qu'étaient nos régions dévastées, dévoré par les convulsions, dans un tel état qu'on pouvait se demander si jamais un brin d'herbe y pousserait désormais, quand on a vu cela et qu'on pense que, pour éviter d'autre sang, la France, oubliant l'humiliation faite en 1871 à sa capitale, a accepté de signer la paix sur son propre sol; quand on pense qu'alors qu'elle pouvait écraser l'ennemi, elle lui a permis de se retirer avec ses drapeaux, avec ses musiques, avec ses armes, et de rentrer chez lui dans des conditions de dignité qu'il avait refusées à la France cinquante ans plus tôt, a-t-on le droit de présenter une telle nation

sous les aspects d'une nation rapace, qui n'attend qu'une occasion pour rejeter son peuple dans la guerre? Non, ce n'est pas possible.

∽∽

Depuis la signature de la Paix, quelle a été notre attitude ? Alors que nous avions perdu 300 milliards, que 600.000 de nos maisons avaient été détruites, nos meilleures usines dévastées, nos moyens de production atteints profondément, la France a eu la patience de discuter avec l'Allemagne, qui s'efforçait de reprendre tout ce qu'elle avait signé, qui reniait les engagements du début, déclarait qu'elle n'était pas responsable, voulait refaire le procès de la guerre,

comme si le monde entier ne l'avait pas jugée.

La France avait la force, la France avait des armes, elle pouvait s'en servir; elle a refréné son impatience, elle n'a rien fait pour ne pas troubler la paix, et aujourd'hui, malgré tant de deuils, on ne pense pas dans mon pays à la haine, on ne veut pas creuser plus profondément le fossé qui sépare la France du pays voisin, on ne veut pas exciter les esprits.

La France,en allant à Washington, a tenu à marquer sa volonté ferme et tenace de travailler pour la paix du monde avec le même cœur, avec la même ardeur qu'elle a mise au service de la victoire. La France est allée pour dire aux Américains

qu'après avoir vaincu avec leur collaboration, en grande partie grâce à leur effort, elle méconnaîtrait leurs intentions, elle leur manquerait de reconnaissance si elle ne restait pas tournée vers le but qui fut leur idéal.

Tournez les pages de l'Histoire, arrêtez-vous aux grandes étapes de l'Humanité, voyez les dates qui ont marqué un pas dans la voie de la civilisation, voyez les pages où s'affirme l'effort de la barbarie pour écraser la liberté des peuples; il n'en est pas une qui ne soit marquée d'une large flaque de sang français.

Partout, à toutes les époques, chaque fois qu'une idée de liberté,

chaque fois qu'un principe de civilisation, chaque fois qu'une pensée de justice a été en péril, la France a été un noble champ de bataille, elle s'est laissé déchirer les entrailles, elle a servi l'Humanité, elle n'a jamais séparé sa cause de celle de la civilisation. Ce n'est pas sa faute si elle se trouve placée à un poste de péril dans la géographie du monde; en la mettant là, la nature lui a donné le cœur fort et belliqueux qui convenait,elle en a fait le soldat du monde, et ce soldat ne rougit pas de son passé de gloire.

Mais c'est calomnier la France que de ne la voir que sur les champs de bataille; elle n'ignore pas les bienfaits de la paix, elle a ses savants, ses

philosophes, ses écrivains, ses artistes; la France, elle aussi, aime par-dessus tout la paix et s'il est une nation qui voudrait que les horreurs de la guerre fussent rayées de la vie du monde, ah ! j'ai bien le droit de le dire, moi, son premier ministre: c'est mon pays.

Si un homme d'État français a désiré la paix c'est bien moi. J'ai pris le pouvoir pour la paix : je l'ai pris dans des conditions difficiles, alors que mon pays était dans un état légitime d'impatience; j'ai dû subir bien des assauts, pour expliquer ma position; je me suis attaché profondément, âprement à la cause de la paix, et si la paix est jamais troublée, ce ne sera pas par moi.

Mais, plus j'ai poussé mon pays dans la voie de la paix, plus je sens sur ma tête la lourde responsabilité de son avenir.

Il y a certainement une Allemagne composée d'un nombreux peuple de travailleurs, de gens raisonnables, éclairés, qui veulent sortir des horreurs de la guerre et s'installer dans la paix avec des institutions démocratiques; c'est cette Allemagne qui, si elle s'équilibre d'une manière définitive dans la République, permettra d'envisager la paix en toute sécurité.

La France fera tout pour qu'entre l'Allemagne et elle soit close enfin

la série des conflits sanglants, pour que les deux peuples puissent vivre côte à côte d'une vie normale dans la paix. Seulement, elle n'a pas le droit de s'abandonner dans la situation où elle se trouve, elle n'a pas le droit de s'affaiblir au point de susciter certaines espérances et, par sa faiblesse même, d'encourager certains hommes à de nouvelles guerres.

Pour faire la paix, il faut être deux : soi-même et le voisin d'en face. Pour faire la paix, je ne parle pas du point de vue des armements terrestres, il ne suffit pas de réduire des effectifs, de diminuer le matériel de guerre. Il y a une autre considération qu'on n'a pas le droit de

négliger quand on envisage un tel problème, qui touche aux questions vitales les plus préoccupantes pour un pays : il faut qu'il y ait aussi, dans le milieu où évolue ce pays, ce que j'appellerai une atmosphère de paix.

Le désarmement doit être moral, en même temps que matériel, et j'ai le droit de dire que dans l'Europe, telle qu'elle est, hélas, à l'heure actuelle, il y a encore des éléments graves d'instabilité, il y a des conditions telles que la France est obligée de les regarder en face et de les mesurer dans leurs conséquences au point de vue de sa sécurité.

S'il y a un pays résolument tourné vers la paix, la voulant de toutes ses forces, l'appelant de toute sa foi, c'est la France. La France, depuis l'armistice, a vu pendant plus d'un an discuter par l'Allemagne la signature donnée, elle a vu l'Allemagne se refuser à payer pour la réparation des régions dévastées, à faire le geste qu'appelait la justice après une telle guerre; elle a vu l'Allemagne se refuser à désarmer. La France était forte; l'Allemagne ne pouvait pas lui résister : l'opinion publique était naturellement impatiente, et cependant, malgré de tels défis, la France est restée calme. Elle n'a voulu rien faire qui pût aggraver

la situation, elle n'a aucune haine dans le cœur.

Jamais personne, à aucun moment, ne pourra faire à notre pays le reproche de prendre figure d'agresseur et de nation de proie.

Que dans une bourrasque si puissante qu'elle apparaissait irrésistible, la France soit restée debout, qu'elle ait tenu, qu'elle ait permis aux autres nations de venir se grouper autour d'elle, qu'elle ait permis à la victoire de s'organiser à travers des mois et des années; oui, qu'un peuple ait pu faire cela, c'est chose magnifique, incomparable et que n'égale aucun autre événement de l'histoire. Mais c'est un effort qu'à

un peuple saigné à blanc comme celui-ci, affaibli dans ses finances, on ne peut pas demander de recommencer tous les dix ans.

⁂

A l'heure la plus terrible, la plus angoissante, celle de Verdun, à l'heure où, de son côté, notre héroïque alliée la Serbie fléchissait sous un double choc, l'homme qui avait le périlleux honneur de porter sur ses épaules les responsabilités redoutables du pouvoir était celui qui parle aujourd'hui. Cet homme a fait face aux événements.

Nous étions en guerre, il fallait triompher; il a vu, à cette époque, des choses tellement effroyables; l'abominable boucherie l'a rempli

d'une telle horreur qu'il s'est alors juré, dans sa conscience, que si jamais, la victoire remportée, le hasard des circonstances l'appelait encore au pouvoir, tout son cœur, tout son esprit, tout son être se donneraient à la cause de la paix pour empêcher le renouvellement de pareilles atrocités.

Les hommes lâchés dans la guerre ne sont pas bons ; ils feraient mal la guerre s'ils étaient bons. Ils peuvent être plus ou moins bons, ils peuvent être plus ou moins mauvais... mais la guerre entraîne fatalement des atrocités.

Ne nous exposons donc pas à de

pareilles situations. Faisons tout pour éviter le retour de pareilles horreurs.

La guerre est une chose effroyable, atroce. Elle comporte fatalement des actes cruels et qui n'ont rien à voir avec les sentiments courants. Il ne faut pas d'hypocrisie. Quand on parle des bombardements de villages, il ne faut pas oublier non plus qu'il y a de terribles mutilations de l'autre côté.

Quand on est dans la guerre et qu'on se bat, on ne fait pas de la générosité, on ne fait pas de sentiment.

Lorsque j'entendais lire des lettres de pères de famille cruellement affligés, j'en ressentais une horreur

encore plus profonde contre la guerre. Dans l'effort que l'on doit faire, après les terribles événements qu'on a traversés, nous devons tourner toute notre pensée, tout notre cœur vers ce qui peut empêcher le renouvellement de pareilles catastrophes.

Je ne crois pas, dans l'état actuel d'interdépendance des peuples, que des guerres importantes puissent éclater sur un point quelconque du globe sans qu'elles aient des répercussions partout. La leçon de cette dernière guerre pour les peuples, c'est que ceux-là mêmes qui n'y ont pas pris part et se croyaient à l'abri de tous les inconvénients de la guerre, sont aujourd'hui, par la richesse

même qui résulte de leur abstention, réduits à un état de pauvreté qui fait contraste avec cette richesse.

Je répète que, pour réaliser la paix, il faut y croire.

Il faut se garder d'y croire aveuglément, mais il faut y croire profondément. Et si, en toute sincérité et bonne foi, on garde vraiment l'arrière-pensée que la guerre est là, inévitable et immédiate, on ne peut pas se placer réellement dans les conditions de la paix.

On est entraîné malgré soi, inconsciemment, à envisager des méthodes qui, dans leur ensemble, constituent finalement les plus gros risques de guerre.

Une nation, à une époque où l'interdépendance des peuples est poussée si loin, ne peut rester isolée par crainte d'aborder des problèmes parce qu'ils sont difficiles — et tous le sont. — Sur tous pèse la pression de l'opinion publique, souvent mystique, qui ne se satisfait pas des premières solutions, même raisonnables, et qui est portée vers l'absolu. Cela n'est pas fait pour faciliter aux gouvernements le règlement de certains problèmes délicats.

Mais ces problèmes, parce qu'on en a peur, politiquement ou pour d'autres raisons, si on les laisse à l'écart, ou ils se règlent contre vous ou ils s'aggravent.

Vous semblez considérer que l'intérêt de la France, c'est de voir se constituer en Europe, pour un temps plus ou moins long, — et qui serait forcément long, puisqu'il serait subordonné à l'accomplissement total des obligations d'une partie de ces nations, — deux groupes : le groupe des vainqueurs et le groupe des vaincus, cette discrimination régissant désormais toute conclusion d'alliances.

Cela, d'une manière certaine, à échéance plus ou moins brève, après d'incessantes frictions et sous l'inflence finale d'un événement plus fort que les autres, et qui vous entraîne fatalement, c'est de nouveau le conflit sanglant.

Chaque fois que l'on veut faire face à un groupe de nations — surtout quand certaines d'entre elles sont de la force de l'Allemagne — et que l'on essaie d'en grouper d'autres avec soi pour constituer un bloc à opposer au premier, toutes les circonstances deviennent un péril de guerre, toutes les circonstances sont dénaturées par des polémiques enflammées. Les opinions publiques se dressent les unes contre les autres, et, un beau jour, un événement imprévu surgit, qui précipite les peuples dans la guerre avant même que leurs gouvernements aient pu se défendre contre ce danger.

Ce qu'il y a de terrible dans la déclaration de la guerre, c'est que les gouvernements eux-mêmes n'en sont plus maîtres. Un événement surgit exploité par les journaux qui surexcitent le patriotisme des peuples, leur amour-propre; des courants se dessinent; la mystique s'éveille et les gouvernements sont impuissants.

Avant même que les peuples aient pu faire connaître leur sentiment, la guerre éclate et les pays se couvrent de sang et de ruines. Et il en sera toujours ainsi, si l'on ne veut pas se décider à donner des juges aux peuples comme on en donne aux individus.

∽∽

J'admets fort bien qu'il n'y ait pas à juger un régime politique, tout pays étant libre de se donner celui qui lui convient. Je veux bien admettre aussi qu'un peuple jeune, vigoureux, pacifique, bouillonnant entre ses frontières, soit naturellement porté à nourrir des vues d'avenir assez étendues. Je puis même comprendre qu'un tel peuple, dans une minute de vive exaltation qui lui fait attribuer à tort à tel ou tel la responsabilité de certains faits dont il s'émeut profondément, cède à un mouvement irraisonné, à une poussée injuste, mais instinctive, de mauvaise humeur qui le portera aveuglément à manifester ses sentiments. Je puis comprendre tout cela.

Cependant, il y a un point où il faut s'arrêter. Il y a tout de même des règles qui valent entre peuples, si exaltés qu'ils puissent être par leur politique intérieure et par leurs préoccupations nationales les plus légitimes.

∽∽

Je n'exagère pas la portée de l'acte de Locarno. Je connais ses limites, je dirai ses lacunes; mais je sais aussi ce qu'il contient de rassurant.

Ce qu'il y a de meilleur en lui, m'entendez-vous? c'est qu'il a donné la confiance aux peuples. Ce qu'il y a de meilleur en lui, c'est qu'il a été, au milieu des ténèbres, dans une

atmosphère de menaces, la petite lueur à laquelle s'attache l'esprit des peuples avec leurs espérances.

Et ce qu'il a fait de bien dans ce pays, où il y a tant de voiles de deuil, où l'on rencontre tant de jeunes hommes mutilés dans leur chair, appauvris dans leurs facultés sociales, ce qu'il a fait de bien, c'est qu'il a permis à des mères de regarder leurs enfants avec l'espoir que, peut-être, ceux-là ne seront pas déchirés un jour sur des champs de bataille.

Il a fait cela, et quand il n'aurait fait que cela, vous m'entendez bien, je m'honorerais de l'avoir signé.

Permettre de tels espoirs, c'est déjà un acte vers la paix, mais qui serait dangereux s'il n'était pas

accompagné des réserves nécessaires.

Du moins ces réserves ne doivent-elles pas être stérilisantes; elles ne doivent pas troubler la confiance dans les esprits, car s'il ne s'établit pas entre les peuples un courant de confiance vers la paix, la paix demeurera compromise.

Pour assurer la paix c'est l'Europe qu'il s'agit d'organiser.

Ne voyez-vous pas que, même après Locarno, bien des flammèches voltigent en Europe, demeurent menaçantes, bien des flammèches encore trop proches des barils de poudre qui n'ont pas été enlevés.

Si vous ne voulez pas que l'incendie éclate de nouveau, il faut sans

doute que vous preniez les précautions nécessaires à la paix.

Gardons notre force.

∽∽

J'ai toujours dit que l'état de malaise qui pèse sur tous les pays — même les plus éloignés — ne pourrait pas se dissiper sans un grand effort de solidarité internationale. Ce discours-là, je ne l'ai pas fait une fois, je l'ai fait dix fois.

Je constate avec plaisir que, déjà, les esprits se tournent vers des vues de ce genre. On commence à se rendre compte que le déséquilibre des changes, que les conditions économiques déplorables qui pèsent sur le monde entier, proviennent de l'état dans lequel se trouve une grande

partie de l'Europe; qu'une quantité de marchés, autrefois ouverts à l'activité économique de tous les pays, sont fermés, sont paralysés. Forcément, d'une pareille situation, il doit résulter l'effroyable instabilité financière que vous constatez dans tous les pays, et en même temps une presque impossibilité pour eux à reprendre leur équilibre dans la paix.

En présence d'une situation — je parle au point de vue économique et financier — comme celle devant laquelle nous nous trouvons, après la terrible guerre qui, pendant quatre ans, a sévi sur le monde, et étant donné l'état d'insécurité de l'Europe,

laisser croire que, très vite, par le simple effet des bonnes volontés ou des énergies, ces difficultés disparaîtront, se dissiperont, pour faire place à des réalités tangibles immédiates, ce ne serait pas dire la vérité au pays, lequel doit se convaincre combien est nécessaire, pour ramener l'équilibre, un grand effort de solidarité internationale.

La situation dépasse les possibilités d'un seul pays, même de plusieurs pays groupés. On s'en aperçoit aujourd'hui, et l'on est obligé de recourir à des moyens plus étendus pour résoudre des problèmes infiniment plus vastes qu'on ne l'avait supposé.

Quand on parle de la paix, on est tout naturellement porté à des affirmations et il n'est pas un membre de la Chambre des Députés qui n'ait son esprit et son cœur dirigés vers un tel objet. Mais le dire ne suffit pas et, dans les conditions difficiles où est le monde, si l'on se contente toujours de parler de paix sans avoir le courage, sans prendre la responsabilité des actes nécessaires, indispensables, pour la réaliser, les peuples sont appelés, hélas ! à attendre bien longtemps avant qu'elle ne vienne.

Un peuple comme la France a le droit d'avoir des inquiétudes; non pas que sa force ne suffise pas, dans les années qui viennent, à garantir sa frontière, mais la paix n'est pas

partout. Il y a d'autres frontières fragiles, — qu'aucun traité de paix n'est venu reconnaître, — sur lesquelles, à tout instant, même loin de la France, en Europe, dans un pareil moment, de tels actes auraient leur répercussion. La France n'a pas le droit de s'en désintéresser, parce que, si elle s'en désintéressait aujourd'hui, elle en serait fatalement victime demain.

Donc, c'est une nécessité que les peuples s'unissent pour mettre de l'ordre dans ce désordre, pour introduire un peu de sécurité dans cet état d'insécurité.

Ce qu'il y a de nouveau dans les accords de Locarno, et je suis surpris

qu'on ne l'ait pas aperçu, c'est un renversement de l'ancien système dans la doctrine de la paix.

Autrefois, lorsqu'on parlait de la paix, on la sentait si fragile que quand, par aventure, on s'occupait d'elle, c'était toujours en s'exprimant par une formule de guerre : *Si vis pacem, para bellum.*

C'est cette formule qui a présidé à toutes les alliances dans le passé. Et ces alliances, que furent-elles? Toujours, et forcément, hérissées de pointes. Elles ont donné leur mesure : à tous les tournants de l'histoire, on constate des heurts, des rencontres violentes.

Fatalement, quand de telles alliances s'opposent les unes aux autres,

il faut bien qu'un jour en sorte la guerre. Et c'est bien là l'expérience de l'histoire.

Puisque ce système n'avait pu assurer la paix aux peuples, pourquoi ne pas envisager un système nouveau d'ordre juridique? Pourquoi ne pas imposer aux peuples la nécessité de la réflexion? Pourquoi ne pas les obliger à soumettre leurs conflits à des tribunaux de conciliation ou d'arbitrage?

C'est précisément l'esprit des accords de Locarno. On y prend des précautions, en groupant des nations, qui toutes affirment qu'en aucun cas elles ne se rangeront aux côtés d'un agresseur, quelles que soient leurs relations d'amitié avec lui.

Elles n'emploieront la force que si, quelque part, un crime a été commis, et qu'il y ait, par conséquent, un criminel à châtier. Le criminel est celui qui trouble la paix par un acte d'agression. Et quand apparaît-il comme un agresseur? Quand il accomplit un acte comme ceux prévus par le traité ou quand, appelé à la conciliation, il s'y refuse et fait avancer ses canons.

Voilà ce que disent les accords de Locarno.

Le Traité de Versailles constitue une grande nouveauté parmi tous les traités de paix. Sa caractéristique essentielle, son fondement capital, sa

pierre angulaire, c'est le pacte de la Société des Nations.

Il se distingue profondément des autres accords internationaux en ce qu'il s'efforce de substituer la sanction juridique aux sanctions d'intimidation ou de force qui ont été à la base de la plupart des traités antérieurs.

Il dit aux peuples : « De même que les individus, à mesure qu'ils se sont élevés dans la civilisation, ont renoncé à la force directe pour régler leurs conflits, il faut qu'un juge de paix s'institue entre les nations et que le retour de catastrophes comme celle qui a accablé le monde entier pendant cinq ans soit juridiquement empêché. »

Voilà l'esprit du traité, voilà ce

qu'il veut; c'est une grande et forte idée.

∽∽

Il ne faut pas être injuste. Il y a eu des femmes qui ont souffert en Allemagne, tout comme en France; car ce n'est pas sans souffrir qu'elles ont pu perdre maris et enfants. Si vous en êtes arrivé à croire que, pendant la guerre, le peuple français ait été le seul à souffrir,— oh! il a sans doute souffert plus que beaucoup d'autres, plus peut-être que tous les autres, — si vous croyez que les autres, parce qu'ils étaient ennemis, n'ont pas trouvé dans cette guerre des éléments de souffrance et peut-être, dans le tréfonds de leur âme, le désir de ne plus être exposés

à de pareilles choses, vous vous trompez.

∽∽

La plus forte garantie de la paix, c'est la possibilité et la nécessité pour les peuples de discuter avant la guerre.

. . . .

Tout accord, tout traité qui peut réserver la possibilité de la réflexion de la discussion pacifique, apporte aux peuples cette garantie précieuse qu'ils ne seront pas jetés inopinément sous l'influence de circonstances imprévues dans le courant de guerres sanglantes.

∽∽

L'arbitrage !

Ce mot a maintenant tout son

prestige et toute sa force. Les traités d'arbitrage se multiplient; de peuple à peuple, on se promet de ne plus se battre, de recourir à des juges. La paix chemine à travers toutes ces entreprises, et c'est l'esprit de la Société des Nations qui les anime; c'est elle par conséquent que tous les peuples doivent défendre du plus profond de leur amour, du plus profond de leur cœur, la mettant à l'abri des attaques, la dressant au-dessus de tout.

Avec elle, la Paix !

Sans elle, tous les risques de guerre et de sang dont les peuples n'ont que trop pâti.

Tournez les pages de l'histoire : toutes les fois que des conflits sont apparus à l'horizon des peuples, dès qu'il y a eu contact, conversation, tentative de conciliation, arbitrage, la guerre a été évitée. Dans toutes les circonstances où la guerre a éclaté, c'est que, par une sorte de force mystique qui exclut la raison, un peuple se jette sur un autre avant d'avoir pu même réfléchir.

Dans l'enthousiasme de la victoire, quand la France rayonnait de tout son prestige; quand on était encore tout chaud de l'effort commun; quand, dans cette cohésion étroite et solidaire des alliés, il était presque impossible de distinguer un Anglais

d'un Français, d'un Italien ou d'un Belge; quand tous avaient la même figure, représentaient le même effort et la même victoire, bien des choses étaient possibles : règlement des dettes extérieures, fixation d'une créance, certitude de réalisation, possibilité pour la France, d'un sort privilégié auquel elle avait droit et que, dans une conférence internationale en 1916, l'unanimité des alliés avait consacré.

∽∽

A la vérité, on trouve tout dans le traité de Versailles, si l'on veut bien se donner la peine de chercher à travers ses nombreux articles. Il est parfait ce traité. Comme la jument de la légende, il a toutes les qualités,

sauf une : il n'a pas la vie en soi. Il faut qu'il l'emprunte à l'extérieur.

∽∽

Plus on s'écarte de la guerre et plus, naturellement, les intérêts particuliers des peuples, respectables certes, mais fatalement empreints de quelque égoïsme, écartent les uns des autres les alliés. De temps en temps, ils se réunissent, ils se rappellent, ils se serrent la main, ils s'orientent de nouveau en commun vers le but commun. Mais le lendemain, la lutte pour la vie, la diversité des intérêts les entraînent encore un peu plus loin les uns des autres, et, pour les rapprocher, un nouvel effort devient nécessaire.

∽∽

Chaque fois que la France s'est isolée dans la manifestation de sa force militaire poussée au maximum, cela a été le désastre : Waterloo, avec un homme comme Napoléon Ier.

Plus tard, la France prend conscience d'une nouvelle force militaire, elle en arrive à s'isoler : Sedan.

Mais la France, sur le champ de bataille, se place sur un terrain d'idées, entourée de tous les peuples civilisés : victoire !

Quand vous me dites que le peuple allemand est assez peu disposé à admettre comme définitifs les résultats de cette guerre, il ne faut pas oublier qu'à la fin de toute guerre il y a eu des vainqueurs et des vaincus

et que l'état d'esprit du vaincu ne peut pas être exactement celui du vainqueur.

Il y a une certaine période pendant laquelle subsistent des rancœurs, des ressentiments, des espérances, peut-être malsaines et qui pourraient engager ceux qui les forment dans la voie de nouveaux conflits sanglants. Tout cela il faut un assez long effort pour le dissiper.

Mais celui qui est qualifié pour faire cet effort, c'est le vainqueur !

∞

Quand deux peuples sont dressés l'un contre l'autre, lorsqu'ils en sont constamment à envisager des possibilités de guerre entre eux, quand leurs amours-propres nationaux sont

sans cesse en éveil, comment voulez-vous qu'ils prennent utilement contact, comment voulez-vous qu'ils engagent des conversations d'ordre économique? C'est impossible! Un fossé infranchissable les sépare.

∽∽

La République Allemande sera évidemment combattue, — elle l'a déjà été, — mais elle a trouvé quand même des défenseurs, qui ont versé leur sang pour elle. Elle a résisté à ces attaques et nous devons désirer qu'elle s'affermisse. L'idée de paix y fait des progrès. A la faveur de tel régime, entre l'Allemagne et la France des contacts s'établissent. Sont-ils toujours sincères? Il est possible que non; mais je veux les prendre pour

tels, sans cesser pour cela de m'entourer de précautions.

Voilà deux peuples, deux grands peuples, avec leurs défauts et qualités, deux peuples qui peuvent n'être pas sûrs d'être toujours bien dirigés, — et, à ce point de vue, le peuple allemand, s'il se plaint de certains jugements sévères, devra en faire grief à ceux qui l'ont si mal tourné vers la guerre, — voilà deux peuples, dis-je, qui se sont rencontrés si souvent, qui se sont donnés des exemples si fréquents d'héroïsme, qui ont montré la générosité de leur sang sur tant de champs de batailles, et qui doivent être perpétuellement condamnés à se surveiller, à s'entre-déchirer, à s'acharner l'un contre l'autre. Non, je ne veux pas

croire cela ! Cela n'est pas possible et il faut trouver quelque chose pour l'empêcher !

Chaque jour on fait un pas, on règle une question, on résoud un problème. La voilà, la vie diplomatique ! Elle n'est pas aussi facile que vous pouvez le concevoir. Ce n'est pas parce que deux ministres des Affaires étrangères, dans une petite salle d'auberge, autour d'une table après déjeuner auront parlé pendant deux heures, que subitement se trouveront transformées les relations entre deux pays comme la France et l'Allemagne, que sera transformée l'histoire sanglante qu'ils ont vécue.

Est-il possible que tout ce passé

soit déchiré du premier coup, qu'il soit fait litière dans une aussi courte conversation, de toutes les difficultés qui les divisent? Mais non! Ce qui est essentiel, c'est que s'affirme une volonté réciproque.

Ce qui est essentiel, c'est que l'opinion publique se dise : Enfin les voilà qui parlent! Ils parleront peut-être de paix, cette fois!

Voilà ce qui est indispensable.

Alors, les esprits deviennent réceptifs; ils s'ouvrent à ces idées, on cherche les moyens de s'accorder. On jette dans la même conversation des points de vue différents, souvent opposés, on cherche des solutions, et on finit par les trouver, quand on est animé par l'amour de son pays et le

désir forcené de lui éviter des catastrophes nouvelles.

Comprenez donc que l'Europe est gorgée de guerres ! Elle en meurt. Et si demain, à la faveur d'une circonstance, — qui peut toujours renaître quand on empêche les peuples de se parler, — une nouvelle guerre venait à éclater, ce serait la catastrophe pour le vainqueur, comme pour le vaincu. Ce serait l'Europe entière sombrant dans je ne sais quel désastre.

Cela, il faut l'éviter. Et je proclame que la France, ayant porté au plus haut degré son prestige moral, par la victoire qu'elle a remportée, n'ayant pas d'ambitions territoriales, n'étant pas la bête de proie qui veut abuser

de la force pour s'emparer de nouveaux territoires, s'honore grandement en criant : « La paix » !

La paix, pour l'Allemagne et pour la France, cela veut dire : c'en est fini de la série des rencontres douloureuses dont toutes les pages de l'histoire sont tachées; c'en est fini des longs voiles de deuil sur des souffrances qui ne s'apaiseront jamais; plus de guerres, plus de solutions brutales et sanglantes à nos différends !

Certes, ils n'ont pas disparu; mais, désormais, c'est le juge qui dira le droit. Comme des individus qui s'en vont régler leurs difficultés devant le magistrat, nous aussi nous régle-

rons les nôtres par des procédures pacifiques. Arrière les fusils, les mitrailleuses, les canons ! Place à la conciliation, à l'arbitrage, à la paix !

Un pays ne se grandit pas seulement devant l'histoire par l'héroïsme de ses enfants sur les champs de bataille et par les succès qu'ils remportent. Il se grandit davantage si, au travers d'événements difficiles, dans les heures d'irritation où la raison a souvent beaucoup de peine à faire entendre sa voix, il sait résister aux entraînements, patienter, demander au droit la consécration de ses justes intérêts.

∞

Ce n'est pas une bonne chose, quand on parle de politique exté-

rieure, que de sous-estimer le concours de ses amis. Quand on fait un traité avec des nations comme la Grande-Bretagne, comme l'Italie, comme la Belgique, qui mettent leur signature à côté de la vôtre, il faut prendre ces signatures pour ce qu'elles valent, et elles valent ce que valent les pays qui vous la donnent.

Quand on a gardé le souvenir et la reconnaissance de ce que la Grande-Bretagne, l'Italie et la Belgique ont fait à côté de nous dans la guerre, on n'a pas le droit de mettre en doute l'efficacité d'une pareille garantie.

∽∽

En matière politique et surtout en matière de politique internationale, les hommes politiques devraient bien

mettre les récriminations de côté; elles ne servent à rien, surtout quand elles s'appliquent à un traité qui a été fait dans des conditions particulièrement ardues, — il faut le dire pour être juste, — à un traité fait pour maintenir entre des peuples qui avaient combattu en commun une solidarité non seulement immédiate, mais encore pour des fins plus lointaines.

Et cette solidarité est particulièrement difficile à maintenir après la victoire, quand on s'est séparé, quand un peuple se retrouve aux prises avec ses intérêts particuliers, parfaitement légitimes d'ailleurs.

La Chambre française a fait un acte politique méritoire et des plus favorables aux grands intérêts nationaux, lorsque, au moment des plus vives impatiences, après des discussions passionnées, soudain éclairées par le grand intérêt de la patrie, dans tous les ordres du jour, en même temps qu'elle invitait le gouvernement à défendre les droits de la France et à essayer, par tous les efforts, de les faire triompher, elle ajoutait : « en accord avec ses alliés ».

Par ces votes, la Chambre marquait une double préoccupation : d'abord la reconnaissance pour la fraternité d'armes d'hier et, en même temps, un souci de sécurité pour demain.

Je ne suis pas de ceux qui, sous l'influence de polémiques passagères, oublient les services que les Alliés nous ont rendus sur les champs de bataille... Nous devons leur en garder une grande reconnaissance et faire en sorte, après avoir obtenu, grâce à leur concours, la Victoire, de réaliser avec eux la sécurité de l'avenir de la France.

Les affaires extérieures doivent toujours être au-dessus de toutes les batailles dans notre pays; il n'y a pas de superpatriotisme ! Le patriotisme est commun à tous ! Tous les Français ont fait leur devoir. On ne peut donc admettre que certains aient la

prétention de confisquer la victoire à leur profit.

La France, le grand pays de la Révolution, n'aura jamais comme politique d'humilier des peuples, même des peuples qui lui furent ennemis. Cela n'a jamais été son rôle dans l'histoire du monde. Ce qu'elle veut, c'est qu'un peuple qui fut l'agresseur, qui fit tant souffrir l'humanité et qui, finalement, est vaincu, parce qu'on est généreux et patient à son égard, ne se redresse pas dans sa défaite pour essayer de la transformer en victoire. Cela n'est pas possible et, dans l'intérêt même du peuple allemand, pour qu'il se dirige vers la paix réelle, vers le progrès dans la liberté, il faut qu'il ait conscience de sa défaite. Alors il se

tournera vers ceux qui l'ont causée, vers les mauvais bergers qui l'on conduit à la catastrophe en exaltant des sentiments misérables et bas, en l'incitant à n'être au milieu du monde qu'un peuple de proie, quand il pouvait tout, dans la paix et par le seul développement de son génie naturel. Il faut qu'il le sente, de manière à se réveiller, à secouer le cauchemar des mauvais conseilleurs, à s'adapter enfin à la civilisation des peuples qui se sont dressés devant lui pour lui barrer la route.

∽∽

L'acte de Locarno restitue dans toute sa plénitude sa force morale à la France, en la faisant apparaître vis-à-vis de son ennemie d'hier,

comme désireuse d'arrêter enfin la funeste et sanglante série des guerres.

Ah ! le peuple allemand?

Croyez-vous que je sois allé sans émotion à ce rendez-vous au bord d'un lac, où je devais rencontrer des ministres allemands? Croyez-vous que je n'éprouvais pas les sentiments les plus complexes et les plus profonds?

J'y suis allé, ils y sont venus, et nous avons parlé «européen». C'est une langue nouvelle qu'il faudra bien que l'on apprenne.

Je tiens à dire que ces deux hommes ont accompli un acte de grand courage en venant là, sans souci des menaces personnelles auxquelles ils pouvaient s'exposer dans leur propre pays.

Ils ont compris. Le peuple allemand comprendra-t-il? Je veux le croire.

Le peuple allemand est un grand peuple, il a ses qualités et ses défauts.

Le peuple français et lui se sont rencontrés, à travers des siècles, sur bien des champs de bataille qu'ils ont ensanglantés.

La dernière guerre a été effroyable, elle a dépassé toutes les prévisions. Ce ne sont plus des armées restreintes qui ont été aux prises, ce sont des nations entières qui, pendant des années, se sont déchirées.

Et puis, il y a eu des vainqueurs, oui ! qui sont sortis de là avec un grand prestige, avec une force morale

agrandie, certes, mais aussi dans quel épuisement !

L'Allemagne n'est pas absolument une. Elle peut le devenir dans certaines conditions exceptionnelles et sous l'influence d'un sentiment national. Elle ne l'est pas en temps normal, pas plus du reste qu'aucun pays.

A certains moments, on a vu des hommes comme Erzberger et Rathenau tenter des opérations dans le sens de la paix. Combien étaient critiqués les malheureux hommes politiques qui répondaient à ces appels? On disait : « Ils seront dupés, il n'y a là aucune bonne foi. »

Il a fallu que l'assassinat les jetât à terre pour montrer que tout de

même il y avait quelque bonne foi dans leur effort.

Vous croyez qu'un traité imposé par la défaite et exposé par là même à de continuelles récriminations est meilleur, au point de vue de sa force morale, qu'un accord librement et normalement agréé de part et d'autre? Ce n'est pas mon avis. C'est une question d'appréciation.

N'est-ce pas un spectacle émouvant, particulièrement édifiant et réconfortant, que, quelques années à peine après la plus effroyable guerre qui ait jamais bouleversé le monde, alors que les champs de bataille sont encore presque humides de sang, les

peuples, les mêmes peuples qui se sont heurtés si rudement se rencontrent dans une assemblée pacifique et s'affirment mutuellement leur volonté commune de collaborer à l'œuvre de paix universelle.

Quelle espérance pour les peuples !

Nous avons en commun, Français et Allemands, avec cinq autres grandes nations, signé un Pacte, un Pacte sincère, loyal, de paix. Nous savons qu'il ne peut prendre toute sa force, tout son développement que sous l'égide de la Société des Nations.

C'est à elle que nous l'avons confié; c'est par elle, dans son sein, qu'il doit prendre tout son développement, car elle réalise l'atmosphère propice au

règlement de tous les conflits irritants qui peuvent naître entre deux nations que leur histoire sanglante fait apparaître comme s'étant affrontées si souvent sur les cruels champs de bataille.

C'est dans la sérénité de la Société des Nations, c'est dans cette atmosphère si particulière que j'ai si profondément appréciée, comme président du Conseil, lorsque je me suis trouvé, dans une circonstance difficile, appelé à régler un conflit, c'est dans ce milieu de force pacifique qui nous pénètre tous qu'un accord comme le nôtre peut trouver sa vie et réaliser ses buts.

Je pose cette question après avoir entendu toutes les réserves et toutes les critiques formulées contre les accords de Locarno : si en 1914, à la veille de la guerre, nous avions eu la garantie de l'Angleterre et de l'Italie, si nous avions eu la certitude de trouver à nos côtés,en cas d'agression, outre l'Angleterre et l'Italie, la Tchécoslovaquie et la Pologne, je vous le demande, croyez-vous que l'Allemagne, quelles que fussent ses arrière-pensées, aurait osé déclarer la guerre?

J'ai connu une minute d'émotion profonde à Locarno, au moment où les représentants de sept puissances apposèrent leur signature au bas de

ce protocole d'un caractère spécial, d'une portée nouvelle, qui disposait de l'avenir des peuples en procédant de considérations juridiques et non plus de considérations de force. Lorsque, devant une foule de gens qui n'étaient pas parties à l'affaire,— c'étaient les braves habitants de Locarno et des villages voisins, mêlés à des touristes, — lorsque nous sommes apparus au balcon et que nous avons montré à tous les regards le document qui venait d'être signé par la France, la Belgique, la Grande-Bretagne, l'Italie, la Tchécoslovaquie, la Pologne et l'Allemagne, eh bien, messieurs, il y eut dans cette foule un moment de grande émotion. Ce fut comme une espèce de cri pas-

sionné et fervent qui s'élevait de cette foule, l'expression de ce sentiment que quelque chose de réel venait peut-être d'être fait en faveur de la paix. Et, depuis lors, cette émotion profonde, nous l'avons tous ressentie.

Pour moi, ce qu'il y a de bien dans l'acte de Locarno, c'est qu'il ne fait tort à aucune des nations qui l'ont signé. Il n'a pas été rédigé et signé pour assurer des avantages à telle nation contre telle autre.

Il faut, pour l'apprécier, le juger dans son véritable esprit, qui n'est pas un esprit de nationalisme étroit et égoïste. Il a été rédigé, il a été

conclu dans un esprit européen et dans un but de paix.

Réalise-t-il les conditions de la sécurité absolue? Rend-il à jamais impossible toute guerre? Je me garderai de l'affirmer. Je ne veux pas faire de dupes dans mon pays.

Nous dispense-t-il de tenir l'œil constamment ouvert sur les événements, de les surveiller étroitement? Nous dispense-t-il de toutes les mesures qui peuvent être propres à garantir notre sécurité, si par malheur un événement venait à la mettre en péril? Je dis : Non.

Les accords de Locarno ne justifient ni l'excès d'optimisme dont certains ont fait montre dans le pre-

mier moment d'enthousiasme, ni l'excès de pessimisme manifesté par d'autres. Ils sont ce qu'est toute œuvre humaine réalisée dans des conditions difficiles : non pas l'absolu, mais, je crois, un bon relatif.

Dans les circonstances où nous sommes, au lendemain de la terrible guerre que nous avons supportée qui n'a ressemblé à aucune autre dans le passé, qui a mis aux prises non pas seulement des armées, mais des peuples entiers, au lendemain d'une pareille catastrophe,— huit ans après, — il n'est pas étonnant que le pendule n'ait pas encore cessé ses oscillations et que l'Europe demeure encore profondément troublée à la recherche de son équilibre.

Nous sommes toujours portés, quand nous envisageons un problème de sécurité, à attendre de l'extérieur la totalité des garanties souhaitables. C'est une erreur. Il faut d'abord s'assurer soi-même contre le danger. Et il ne faut surtout jamais laisser compromettre une liberté d'action qui constitue avant tout ce que j'appellerai le droit sacré de la légitime défense.

∞

Les jeunes nationalités à peine nées et qui demain seront de grands peuples ont si ardemment désiré la vie que tout d'abord parmi le bouillonnement qui accompagne leur naissance, apparaissent aussi des aspirations plus ou moins vastes,

des pensées forcément et naturellement égoïstes. Il est très difficile d'appeler l'ensemble des peuples à sacrifier suffisamment de souveraineté nationale pour qu'une sorte de super-nation finisse par s'élever, pourvue de toutes les sanctions matérielles et morales qui imposent la paix.

Qu'une heure pareille puisse sonner, chacun de nous le souhaite. Que la France fasse tout pour le rapprochement de plus en plus intime des peuples, c'est un rôle auquel son Gouvernement doit s'appliquer. Mais que l'œil sur ce flambeau de paix, les Gouvernements de la France en soient éblouis au point de ne plus voir ce qui se passe autour d'eux, cela

serait bien grave, et je suis obligé de le dire : nous ne sommes pas encore au moment des embrassements fraternels dans toute la vieille Europe.

Il y a des points à surveiller, et soyez sûrs que la meilleure garantie que la paix vienne, qu'elle vienne pour toute l'Europe, c'est que la France ne se laisse pas aller à la faiblesse. Il faut, dans l'intérêt de tous, qu'elle garde sa force avec la volonté de n'en pas abuser.

La France a dans son passé trop de traditions humaines, elle a donné trop de gages de liberté au monde, et elle est un symbole trop éclatant pour tous les peuples du monde pour ne

pas considérer qu'en dehors de son héritage propre, c'est un héritage mondial qu'elle défend en se défendant.

∞

La France ne redoute pas de faire face à une agression, elle l'a montré à toutes les époques de son histoire. Mais, si elle avait voulu être systématiquement un trouble-paix, si elle avait recherché vraiment toutes les occasions de faire la guerre, auraitelle, pendant plus de cinquante ans, supporté ce qu'elle a supporté? Mise dans la nécessité de se battre, de défendre son passé, — qui en vaut certes la peine, — de défendre son territoire, son nom, sa gloire, et tout ce que représente son génie, elle y a

consacré toute sa vigueur, toute son âme, et elle a remporté la victoire.

La victoire... Elle ne se méprend ni sur le mot, ni sur la chose. Mais elle sait bien ce que peuvent coûter de telles victoires. Sans doute est-il cruel qu'elles n'apportent pas plus de justice dans leurs effets.

Il faudra que l'œuvre réalisée dans la voie du désarmement demeure pleinement acquise et sauvegardée pour l'avenir; il faudra, par conséquent, que la Société des Nations, dont c'est le principal rôle et l'essentiel devoir, ait toujours, et à tous les instants, les moyens d'exercer pleinement son droit d'investigation.

Tout le monde est d'accord sur ce point.

∽∽

Qu'est-ce que c'est qu'une politique de paix? Est-ce celle qui se contente de s'affirmer telle? Non. C'est un état d'esprit, c'est une atmosphère, c'est un ensemble d'actes qui créent, dans un pays, cette ambiance grâce à laquelle on peut éviter que certains événements tournent mal.

Lorsqu'on se promène autour d'un baril de poudre, avec une cigarette à la main, sans avoir le désir ni l'intention de le faire éclater, on provoque tout de même des risques d'explosion.

Or, dans l'Europe, je pourrais presque dire dans le monde, il y a

encore pas mal de barils de poudre et vouloir la paix, c'est éviter tout ce qui peut faire tomber une étincelle sur l'un de ces barils.

Vouloir la paix, c'est — dans un pays qui, comme la France, a tant souffert de la guerre et, depuis l'armistice, a été soumis à un régime de défis et de provocations qui justifierait l'impatience — c'est se montrer patient.

Si un pays a le droit d'être nerveux, le devoir d'être calme et d'éviter tout acte impulsif qui entraînerait des conséquences irréparables s'impose d'autant plus à son gouvernement.

La fermeté n'exclut pas la prudence. La fermeté, ce ne sont pas des

gestes désordonnés. L'impulsivité c'est une chose. La volonté continue et la fermeté mesurée, c'est une autre chose; et, bien qu'on soit plus prompt à décerner des certificats de fermeté à celle qui s'accompagne d'actes tapageurs, je préfère celle qui se dégage comme une moyenne, de tout un ensemble d'actes.

∽∽

Si les grands problèmes de la politique internationale de la France devaient être dominés par des arrière-pensées de politique intérieure, nous ne ferions rien de bien.

∽∽

La paix est une idée modeste, qui chemine difficilement et lentement, qui n'est pas vêtue d'une manière

éclatante, qui ne reçoit pas beaucoup d'encouragement, et qui voit s'exercer contre elle beaucoup d'ironie et de sarcasme. Elle n'a pas la figure de la guerre : la guerre, c'est une pensée casquée, auréolée de souvenirs historiques; elle est capable de susciter des enthousiasmes; elle est dangereuse par cela même.

Vous pouvez tourner les pages de l'histoire, vous verrez combien de fois les peuples ont été jetés vers la guerre par des circonstances qui leur avaient ôté la maîtrise et la réflexion. La guerre entraîne des actes magnifiques qui peuvent être glorifiés...

Tout de même, elle laisse aussi des choses effroyables. Il suffit de se promener dans ce malheureux pays :

que de rencontres on y fait, qui rappellent que la guerre n'est pas seulement productrice d'héroïsme, qu'elle est aussi productrice de misères et de catastrophes.

Mais, telle qu'elle est, il n'est pas plus difficile de l'éviter qu'il n'est facile, qu'il n'est possible de faire la paix.

La paix, pour réussir, a besoin d'une grande confiance; elle a besoin qu'on fasse à son profit un acte de foi renouvelé, un acte de foi persistant; elle se heurte à de nombreux obstacles. Il faut qu'à tout instant on la soutienne pour la faire cheminer.

∽∽

Pour vouloir la paix, permettez-moi de le dire, et mes paroles ne con-

tiennent aucun reproche à l'égard de qui que ce soit, il ne suffit pas de prononcer le mot il faut avoir la chose dans le cœur, il faut l'avoir dans la volonté; il faut saisir toutes les occasions, toutes, de la servir et de la servir constamment. C'est une maîtresse exigeante que la paix, plus exigeante que la guerre !

La guerre, on peut s'y jeter sous l'influence d'un événement qui, trop souvent, hélas ! entraîne les peuples sans leur laisser le temps ni la possibilité de la réflexion.

Mais la paix, elle, exige un service prolongé, un service continu, un service tenace; elle veut la persistance, elle n'admet pas le doute.

Le doute, dans un esprit critique

trop aiguisé, le scepticisme et l'excès de méfiance, c'est la paralysie; ce n'est pas l'état d'esprit favorable à la paix.

∽∽

J'ai dit et répété souvent pendant la guerre qu'on négligeait trop le côté moral et que, si la France sortait de la guerre reconstituée par la victoire, — non plus la France vaincue, non abaissée certes, mais vaincue, de 1871, — il en résulterait pour elle un prestige moral qui lui vaudrait, au point de vue matériel, des avantages qu'on ne pouvait calculer.

Mais on disait plutôt à ce peuple : « L'argent va affluer dans les caisses, les dommages subis seront réparés. Il suffit pour cela, d'un geste du gou-

vernement... » En disant cela au pays, on l'a trompé.

S'abstenir, c'est facile. Se tenir à l'écart, s'en remettre aux événements, ou prononcer seulement des discours énergiques, des discours passionnés, imprégnés du patriotisme le plus ardent et le plus sincère, parler même de la paix avec chaleur, avec amour, tout cela est dans l'ordre des possibilités. Mais faire véritablement un pas vers la paix, planter un geste réel, cela, c'est plus difficile et c'est toujours dangereux pour l'homme politique qui s'y risque.

La Société des Nations n'a peut-être pas réussi tout ce qu'elle a entre-

pris, mais il est injuste de prétendre qu'elle n'a rien fait. Elle a accompli des choses magnifiques et ce ne sont pas les plus apparentes. Il y a un travail obscur de la Société des Nations, auquel j'ai pu assister et qui a profondément ému les esprits les moins suspects d'indulgence envers le milieu de Genève : je songe à telle grande œuvre d'humanité assumée par la Société des Nations, comme le relèvement de ces débris de peuples jetés sur toutes les routes par la guerre et la persécution : hommes, vieillards, femmes, enfants, sans gîte, avec le désespoir au fond du cœur s'en allant par centaines et centaines de mille, aveuglément, vers d'autres terres, sans nul espoir du

lendemain. Quel affreux cortège de misère humaine. C'est alors qu'intervient ce beau rôle de la Société des Nations que je vous reproche de méconnaître. C'est à elle que tous ces misérables se sont adressés, c'est sous son égide qu'ont été trouvés les fonds nécessaires pour les recueillir, pour les installer. Un an après, leurs délégués venaient nous dire :

« Maintenant, nous vivons, nous sommes moins malheureux, nous sommes installés, nous avons trouvé une patrie, nos petits ne meurent plus de misère, nos femmes respirent, nos vieillards aussi. »

Cela, c'est quelque chose.

Ces faits se sont déroulés en Grèce, et ailleurs. Ces relèvements entrepris

par la Société des Nations et qui ont réussi attestent sa force morale et sa force réelle. Sans doute a-t-elle connu des heures de tâtonnements, des hésitations, des difficultés. Oui : elle a dû se heurter à certains égoïsmes nationaux, l'idée de souverainetés nationales étant encore trop forte pour qu'elle puisse dans tous les cas prononcer la parole décisive.

Malgré les ironies, malgré les doutes desséchants, je crois que nous sommes en droit de dire que la paix a fait quelque progrès. Nous avons pu constater, au cours des mois qui se sont écoulés, que pas mal d'incidents qui, autrefois, peut-être, auraient

allumé sur le monde le sinistre flambeau de la guerre, ont pu être réglés dans la paix, et nous avons le sentiment que si nous ne nous laissons rebuter par aucune difficulté, arrêter par aucun obstacle, les efforts d'hier continués demain seront finalement couronnés d'un succès qui ne sera pas le nôtre, mais celui de l'humanité entière.

∽∽

L'idée de paix a fait bien des progrès; et si vous la suivez dans son évolution, vous vous apercevrez combien elle a grandi.

A l'origine, elle est comme enveloppée d'un nuage opaque. On parle de ceux qui la préconisent avec une douce commisération. On les entoure

d'une sorte de respect humiliant : ce sont des utopistes, des rêveurs. On leur prodigue des compliments sous une forme qui n'est guère faite pour les encourager.

L'idée persiste tout de même : la voici au premier plan de l'actualité; elle prend corps et suscite, alors, des adversaires. On commence à la combattre; les critiques s'affirment plus vives; elle s'accompagnent quelquefois d'injures, presque toujours de sarcasmes.

Aujourd'hui, les critiques persistent, mais elles n'ont plus le même caractère. L'ironie, les sarcasmes ont disparu. L'idée a pris corps, elle est solide, elle est dégagée des nuages, elle est accompagnée des vœux d'un

grand nombre de peuples, elle est assez puissante pour se défendre.

Quand deux nations rétablissent les relations entre elles, quand par suite d'un long passé d'amitié, de traditions communes, elles remettent leurs mains l'une dans l'autre, il faut que ce soit dans un esprit de collaboration amicale pour l'avenir. Dans ces conditions, les questions de frontières, fleuves, montagnes, lignes de chemins de fer deviennent secondaires.

Il ne s'agit plus, pour l'un de ces pays, de s'installer sur le sol de l'autre, en confisquant les éléments de prospérité, non ! Il faut, je le répète, un désir sincèr de collaboration.

Quelle que soit la politique de la France, elle ne doit être, je le déclare fortement, dans aucune circonstance, une politique « à la suite ». La France est une trop grande personne, elle est entourée d'un trop glorieux prestige pour se fondre dans une association jusqu'au point de perdre sa personnalité, et ce n'est pas moi qui ferai cette politique.

Quels que soient les problèmes posés, la France doit avoir sa politique; mais le vrai moyen de servir son intérêt, en toutes circonstances, quand elle a donné sa parole, quand elle a donné sa signature, c'est de les respecter.

Entre l'Italie et la France, il n'y a aucune opposition d'intérêts irréductible. Nous avons sur notre sol, nous avons dans certains pays sous notre contrôle, un grand nombre d'Italiens qui sont des travailleurs remarquables, très actifs, extrêmement sobres et auxquels il n'y a rien à reprocher du point de vue de l'administration française.

Nous avons toujours dit à nos amis d'Italie : « Vous pouvez venir chez nous, vous y serez toujours bien reçus, comme des frères de race commune, des hommes qui, hier encore, sur les champs de batailles, ont mêlé leur sang au nôtre.

« Nous envisageons pour nos deux pays un grand avenir de collabora-

tion, une grande œuvre commune de paix à laquelle nos deux peuples peuvent concourir, chacun dans sa manière, avec son tempérament propre, avec ses possibilités de population, sans que jamais aucun conflit puisse trouver place dans une si féconde et si loyale coopération. »

Voilà dans quel esprit j'entretiens des relations avec le gouvernement italien. Je dois dire que, jusqu'à présent, il n'est rien résulté de nos contacts qui puisse me porter à concevoir des inquiétudes. Nous avons certains problèmes à régler, nous le ferons amicalement. Nous en préparerons le règlement par nos conversations. Je n'aperçois rien qui puisse m'empêcher d'aboutir.

L'Italie est un grand peuple. C'est un peuple ami qui, dans un moment difficile, a été à nos côtés. Ce sont des choses que je n'oublie pas.

Quand nous avons devant nous des périodes encore troubles à traverser et qu'il s'agit, pour y bien cheminer, d'y maintenir un grand esprit de justice, je me retourne vers un passé encore récent, je pense à ce peuple qui fut à nos côtés sur les champs de bataille, je le salue et je cherche les moyens de m'entendre avec lui, plutôt que de m'écarter de lui.

◇◇

La France veut sincèrement la paix dans le monde. Toujours la paix a été son but, même aux heures où le souvenir de certaines souf-

frances imméritées pouvait lui inspirer d'autres pensées. Si la paix a été terriblement troublée, ce n'est pas son fait, et si, demain, elle doit l'être de nouveau, ce ne sera pas sans que la France ait fait tous ses efforts pour qu'il en aille différemment.

La France, qu'on le veuille ou qu'on ne le veuille pas, quels que soient les gouvernements qui président à ses destinées, a un passé trop éclatant pour qu'il appartienne à tel ou tel homme politique de modifier profondément sa ligne de conduite.

La France reste le pays de la Révolution, le pays de la liberté et le pays de la justice sociale. C'est son programme, et, quand elle agit, c'est

cela que signifie son action. Et personne, soyez-en sûrs, ne s'y trompe en Europe. Mais personne, non plus, n'ignore que la France, amoureuse de progrès, de progrès démocratiques et sociaux, reste — et précisément pour cela — le pays de la mesure, de l'ordre et de la sécurité.

C'est pourquoi les pays qui se tourneront vers son drapeau et qui espéreront réaliser chez eux la démocratie sauront ce qu'il signifie.

∞

La France n'a jamais plus mérité la confiance des autres pays et leur admiration que dans le moment présent. Quand on voit ce malheureux pays qui a été foulé, qui a été meurtri, qui a été ravagé, qui a été

pillé,qui a été couvert de sang, quand on le voit, malgré sa force, rester calme, discuter, prendre corps à corps les impossibilités qu'on lui indique, s'efforcer de ne rien faire d'irréparable, essayer de dissiper le malaise qui pèse sur le monde, de disperser les brouillards qui nous voilent encore la paix, quand on voit la France dans cette attitude après ce qu'elle a souffert, eh bien : drapeau bas.

Elle le mérite.

Comment douter que, lorsque des nations ont signé un pacte avec nous, l'heure venue, elles seraient capables de manquer à leur signature? Mais alors, cette espèce d'inquiétude qui

consiste à douter de tout, en quoi et par quoi pourrait-elle être rassurée? Quelque pacte d'alliance qu'on pût vous apporter, vous hausseriez les épaules et pousseriez des exclamations d'incrédulité.

∽∽

La France considère que l'Allemagne a un rôle à jouer, dans l'Europe et dans le Monde.

Ce qui fait l'équilibre du monde, c'est qu'il y a des peuples différents, avec leur génie propre.

En faire disparaître un ou l'amoindrir au point de lui rendre impossibles les manifestations de sa race et de son génie, dans ce qu'elles ont d'inoffensif pour les autres peuples, ce serait un crime contre l'humanité.

La France n'a-t-elle pas un assez beau bagage d'idées, un assez beau bagage moral? Je ne parle pas de son patrimoine d'héroïsme, celui-là est incomparable et rien ne peut l'affaiblir. Si c'est une démonstration d'héroïsme qu'elle doit faire, l'histoire en donne de ces démonstrations.

Dans toutes les guerres où la France s'est rencontrée avec l'Allemagne, l'Allemagne a montré, elle aussi, qu'elle était une nation vigoureuse, qui ne manquait pas d'héroïsme.

Les deux nations vont-elles se battre, ainsi, à travers les siècles, éternellement? Vont-elles toujours se couvrir de deuils et de ruines? Elles auront créé, sous l'influence des pro-

grès économiques, de magnifiques usines, elles auront organisé des centres de production admirables et, tous les vingt-cinq ans, tous les cinquante ans, le rouleau des armées viendra tout anéantir, les incendies s'allumeront de toutes parts, le sang sera répandu à flot? Non!

∽∽

Vous savez, quelle a été la thèse de la France, immédiatement après la guerre, pour la constitution de la Société des Nations; vous connaissez le principe dont elle s'inspirait et qui lui a toujours valu la confiance des peuples : pas de grands, pas de moyens, pas de petits peuples. Des peuples égaux, voilà tout. Voilà la doctrine française, voilà le principe

qu'en toutes circonstances la France a affirmé.

∽∽

L'esprit d'égalité à la Société des Nations fait d'incessants progrès, et ce n'est certainement pas du côté de la France qu'il rencontrera jamais d'obstacles. Toujours, nous nous tournerons vers la thèse la plus conforme aux principes démocratiques sur lesquels sont fondées nos institutions. Mais nous agirons comme nous le devons, avec la pensée de ne pas accomplir un acte destructif, avec la volonté de sauvegarder et de fortifier l'embryon, le germe vivant auquel nous devons tous les soins qu'exige une culture si difficile, si

délicate et si sensible au moindre courant d'air.

Le principe des nationalités pouvait autrefois s'appliquer d'une manière complète, presque absolue, car alors l'évolution des peuples avait un caractère politique, leurs intérêts n'étaient pas enchevêtrés de nation à nation, de continent à continent. Les considérations d'ordre technique, d'ordre géographique prévalaient, et, quand elles pouvaient s'appliquer, d'une manière relativement facile.

Aujourd'hui, l'interdépendance économique des peuples est une grave difficulté à laquelle se heurtent les chefs de gouvernement lorsqu'ils entreprennent de créer des états en observant le principe des nationalités.

C'est l'honneur de la France de s'être toujours efforcée, dans toutes les circonstances historiques qu'elle a traversées, de faire vivre, de réaliser ce principe.

∽∽

Le rôle de la France, dans cette Europe nouvelle, où elle n'a que des amis parmi ces peuples créés par la victoire, c'est d'aider ces peuples dans leurs efforts, c'est de les conseiller lorsqu'ils veulent bien demander à la France des conseils, ce qui arrive souvent; c'est de préparer leur union sur le terrain économique.

L'Autriche n'a pas tout ce qu'il faut pour une grande prospérité économique, la Hongrie non plus,

c'est entendu. Mais il y a dans le monde bien des puissances qui sont arrivées à un degré merveilleux de prospérité et qui pourtant manquaient des choses essentielles.

Ces peuples doivent se rapprocher; ils doivent chercher à s'entendre dans la volonté commune de rester dans la paix, sans cette arrière-pensée de représailles qui empêche la paix de s'établir entre la France et l'Allemagne, et qui peut faire demain le malheur de l'Allemagne.

Nous devons tâcher de les appeler à faire des efforts communs, à se grouper, à chercher des moyens raisonnables de vivre ensemble et d'assurer leur prospérité. C'est dans ce sens que la France doit travailler,

et sur ce champ que l'on peut récolter des fruits. En dehors de cela, rien.

∽∽

Des tendances existent, dont l'une, que je vais vous indiquer, n'est pas la moins dangereuse et je considère qu'il est quelque peu criminel de l'exploiter. Elles sont à la base des mouvements formidables auxquels assistent non sans inquiétude les grandes nations qui ont des intérêts en Extrême-Orient et qui ont passé des conventions avec la Chine.

Il existe notamment, non pas dans les milieux éclairés, mais dans les parties les plus obscures, les plus intinctives de la population, des sentiments de xénophobie que vous n'ignorez pas. Les libérer par une

propagande appropriée, provoquer des révoltes sous l'influence d'un tel état d'esprit, jeter des populations aveugles et instinctives à l'assaut des civilisations européennes, les pousser à massacrer des Européens, à répandre le sang, je ne crois pas que ce soit une bonne propagande, je ne crois pas que ce soit une bonne action; ce ne sont pas là des actes qui puissent conduire un peuple à son émancipation. Les peuples sont toujours, à un moment donné, victimes de telles manifestations, lorsqu'ils s'y sont laissés entraîner.

Pour ce qui est de la France, elle a toujours observé, en Chine, la conduite la plus mesurée, la plus réfléchie.

On a constaté qu'au milieu de

toute cette effervescence, de tous ces désordres, elle avait gardé une situation pour ainsi dire privilégiée. Ce qui ne l'a pas empêchée de rester fidèle aux solidarités internationales qu'imposent des intérêts communs basés sur des conventions identiques.

Mais ici comme ailleurs — c'est une règle que j'ai toujours suivie — la politique intérieure ne nous regarde pas. Nous n'avons pas à nous immiscer, mais nous avons le droit de prendre des précautions pour ne pas être victimes de ses répercussions éventuelles.

◇◇

Si la Syrie, dans l'ensemble, pouvait constituer une nation, nous en serions parfaitement heureux. Nous

serions heureux de la constituer à l'état de nation et de lui dire : « Gouverne-toi toi-même, organise ta gendarmerie, ta police, ton armée, si tu as besoin d'une armée. Défends-toi. Si tu as besoin de conseils, la France, que tu connais, que tu aimes, qui t'a aidée dans le passé, sera à ta disposition. »

Nous ne considérons pas la Syrie comme une colonie, ni comme un protectorat ; nous considérons la Syrie comme un pays de culture traditionnelle française, de sympathies françaises, de civilisation française, un pays qui sans cesse, dans les pires moments qu'il a traversés, faisait appel au drapeau français. Par conséquent, nous n'y sommes pas comme

des conquérants. Nous y sommes comme un peuple appelé par le désir passionné des populations.

Il y a eu, pour mettre à l'épreuve notre politique, partout où l'expansion coloniale nous a appelés, une minute tragique qui a fait passer des frissons, j'en suis sûr, dans le cœur de tous les Français; il y a eu une minute où tous les peuples auxquels nous avions apporté notre civilisation se sont trouvés les maîtres de leur situation. La parole leur était donnée. Ils avaient la libre disposition de leur pays et d'eux-mêmes. C'est le moment où s'est abattue sur nous cette effroyable guerre de 1914.

A ce moment-là, et autrement que par des affirmations de principe, les Marocains, les Tunisiens, les Algériens, les indigènes de l'Indo-Chine et de toutes nos possessions coloniales ont pu manifester leur sentiment. Ils ont pu disposer d'eux-mêmes.

Qu'ont-ils dit? Ils ont dit : « Enlevez vos troupes, portez-les à la défense de la mère-patrie, ayez confiance dans notre loyalisme et, ce qui est mieux, dans notre affection. »

Et non seulement ils ont vu partir nos troupes en les accompagnant de leurs vœux, mais d'eux-mêmes ils se sont dits Français, d'eux-mêmes ils sont venus à nos frontières, ils se sont joints à tous les peuples civi-

lisés, parce qu'il n'y a pas, quand on parle de la France, qu'une simple nation, il y a une idée, il y a un passé, une gloire humaine que tout le monde est tenu de défendre.

Voilà la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes.

N'est-ce pas là la plus belle démonstration qui puisse être faite en faveur de la France?

Elles sont d'hier ces ironies, ces allusions à la tour de Babel où les peuples en commun travaillent à l'organisation de la paix dans un conflit de langues disparates et par la rédaction de textes que ne revendiquerait certainement pas l'Académie.

On riait de ces folles tentatives : on les ridiculisait. Mais à côté des railleries d'hommes politiques, il y avait tout de même le gros bon sens instinctif des peuples, qui, eux, ne riaient pas. Et c'est parce que l'idée a trouvé hospitalité et asile dans le sein des peuples, qu'elle a vécu et grandi.

On a formulé des critiques : Comment empêcher une guerre d'éclater? La guerre aura fait tous ses ravages avant qu'on ait même pu songer à réunir le conseil de la Société des Nations, et quand celui-ci se réunira, comment ses membres s'entendront-ils? Pendant ce temps, l'incendie se propagera, la guerre portera tous ses fruits.

Un jour, dans mon cabinet, — j'étais ministre des Affaires étrangères et j'avais l'honneur d'être président du conseil de la Société des Nations, — une dépêche m'apprend qu'en Orient un conflit sanglant vient d'éclater entre deux peuples. Les frontières sont franchies, les armées sont en marche, les fusils crépitent, les canons tonnent. Toutes raisons de craindre que le conflit ne puisse être limité entre ces deux peuples; toutes sortes de raisons de craindre un retour des événements effroyables qui font planer sur les peuples les ailes sanglantes de la guerre.

Que faire?

Immédiatement, j'ai pris mes responsabilités. En accord avec le secré-

tariat général de la Société des Nations, j'ai convoqué d'urgence à Paris les membres du conseil et tout de suite, j'ai fait connaître aux deux peuples qu'ils eussent à s'arrêter.

Ah ! si un homme politique, quelques années avant un pareil événement, se permettant de telles prévisions, était venu dire qu'il pourrait faire un jour un geste semblable, quel ridicule se serait abattu sur lui?

Le conseil de la Société des Nations s'est réuni. Les deux nations convoquées ont comparu. On leur a demandé : « Acceptez-vous l'arbitrage du juge? » Elles ont répondu : « Oui ».

Je leur ai dit : « Cela ne suffit pas. Pour délibérer en paix, dans toute

son indépendance, le juge vous ordonne de vous arrêter et de vous écarter les uns des autres. Plus de fusils, plus de canons, la parole à la justice. »

Les deux pays — et c'est à leur honneur — ont répondu : « C'est fait : les canons ne font plus entendre leur voix; les troupes ne sont plus en contact; nous attendons votre justice. » Deux jours après, la guerre était finie.

N'y a-t-il donc pas du travail pour tous les peuples dans le monde? N'y a-t-il pas de larges possibilités de collaboration économique et financière?

Vous dites que sur les rives pures du lac Majeur, j'ai planté un olivier, que l'on regarde avec complaisance, mais dont on ne peut attendre beaucoup d'ombrage.

Ce n'est même pas cela. C'est moins qu'un olivier, c'est seulement un germe d'olivier, qui a été planté. Et il commence à soulever à la surface du sol, de petites mottes de terre. Il cherche le soleil. Il voudrait le trouver. Il croîtra si personne ne l'écrase d'un pied brutal. Et si, par malheur, il devait être écrasé, je souhaite que ce ne soit pas un pied français qui commette un pareil crime.

Le jour où on lui donnerait des garanties de sécurité complète, la France, à condition que toutes les autres nations l'imitassent, et dans la même mesure, répondrait : oui, à l'invitation de désarmer. Jusque-là, elle maintiendra toujours toutes ses précautions. Cela ne l'empêchera pas d'être loyalement tournée vers la paix.

∽∽

La France aura fait la démonstration de la bonne volonté qu'elle apporte à épuiser toutes tentatives pour nous garer des risques d'une nouvelle guerre.

Avez-vous pensé à ce que serait demain si les événements devaient s'enchaîner librement, sans que les

peuples, pour les contrôler, pussent bénéficier d'aucune procédure dilatoire? Avez-vous pensé à ce que serait une nouvelle guerre, avec les atrocités que la science prépare? Croyez-vous qu'il suffise de se croiser les bras sur un traité pour avoir réglé une situation comme celle de l'Europe actuelle?

On a comparé la Société des Nations à un édifice encore jeune, encore fragile. On a rappelé Samson dont on avait coupé les cheveux et crevé les yeux et qui, après qu'on eût commis la double imprudence de laisser repousser ses cheveux et de le placer dans toute sa force recouvrée, à côté d'une colonne fraîchement édifiée et sans doute encore bien peu

solide, en avait profité pour faire crouler le temple. Mais il ne faut pas oublier que Samson a péri lui-même : le temple s'est écroulé, mais il a enseveli tout le monde sous ses ruines. Je ne crois pas que l'Allemagne soit disposée à un suicide de cette nature. Si elle s'approche des colonnes, ce ne sera pas pour les ébranler. Ce sera pour jouer son jeu, et la France aussi jouera le sien. Voilà la vérité.

Ce n'est pas moi qui ai pu méconnaître l'héroïsme de nos soldats, ni les souffrances endurées par le pays.

Mais c'est précisément parce que je les ai vues, parce que je les ai vécues, parce que j'ai assisté à ce drame terrible, de quatre ans, dont on a peine

à comprendre qu'un peuple ait pu supporter l'épreuve, c'est parce que j'ai vécu tout cela que je me suis appliqué de tout mon cœur et de tout mon être, à faire ce qu'il pouvait être fait pour en éviter le renouvellement.

Cela ne m'empêche pas de prendre toutes les précautions nécessaires pour mettre notre pays à l'abri d'une agression. Mais, ces précautions une fois prises, je prétends que le véritable intérêt de la France, c'est de rechercher dans l'organisation de l'Europe, les rapprochements possibles entre l'Allemagne et la France.

∽∽

J'espère que le pays, avec son instinct habituel et son admirable

bon sens, saura discerner la vraie route. Et c'est à mon avis, la route de la paix qui est la meilleure pour la France, comme elle est la meilleure pour l'Allemagne.

∽∽

A défaut d'un rapprochement entre l'Allemagne et la France, il n'y a pas de possibilité d'une paix durable en Europe. Et je suis sûr que cette certitude est ressentie instinctivement et profondément dans notre pays.

Oh ! sans doute, peut-on établir un certain régime de paix, momentané, à la faveur de tels et tels arrangements précaires qui mettraient presque journellement aux prises la France et l'Allemagne. Il est possible

que l'on parvienne ainsi à régler pacifiquement, dans la mauvaise humeur souvent, un certain nombre de difficultés courantes.

Mais cela, ce n'est pas la paix. Ce n'est pas ce qui peut assurer à deux grands pays les conditions nécessaires pour s'adonner en toute sécurité au travail pacifique.

La paix suppose quelque chose de plus solide et je prétends qu'en la concevant comme je la conçois, en la voulant comme je la veux, je suis plus près de l'esprit même du traité de paix que tous ceux qui s'en réclament contre ma politique.

∽∽

Tout ce qui peut porter les nations, lorsque des circonstances difficiles

naissent entre elles, à les examiner en commun, à les discuter en commun, à rechercher les moyens d'éviter des conflits sanglants, je dis que tout cela est à approuver et que tout cela est bon pour les peuples.

Quand je pense que, sous l'influence d'un mouvement de séance, d'un discours éloquent,de critiques faciles, de sentiments qu'on peut exalter dans son auditoire en parlant au nom des misères de son pays et des sacrifices qu'il s'est imposés pour la victoire, quand je pense que l'on pourrait ainsi être amené à dire : « Brisons l'accord ! Place à d'autres capables de faire mieux »; quand je

pense à ce qui alors surviendrait demain, je crie : Non !

Quand, les nations, les grandes nations qui comptent, et l'Allemagne en est une, seront à nos côtés, dans la Société des Nations, discutant les problèmes internationaux autour de la table d'un conseil, en assemblée générale, il y aura des chances pour que la paix du monde ne soit pas troublée.

Ce qui est grave, voyez-vous, ce sont des groupements qui ne contiennent pas toutes les forces disponibles; ce qui est grave, c'est qu'il y ait de grandes forces latentes qui se tiennent à l'écart des groupements principaux, car ces forces non grou-

pées subissent des lois d'attraction qui les poussent les unes sur les autres, qui risquent de les former en groupements à part. C'est de ces antagonismes de groupements de nations que jaillissent les éclairs qui appellent le tonnerre.

Il y a dans le Parlement des hommes qui croient que l'intérêt de la France est de se confiner dans l'isolement... Au fond de tout cela, il y a, une fois encore, la preuve éclatante et publique que, dans nos discussions, trop souvent des préoccupations de politique particulière prennent la situation extérieure de la France comme rançon de leurs buts.

Pour les hommes d'État qui, comme moi, ont eu le redoutable honneur de vivre la guerre à un moment et à un poste particulièrement redoutable, il serait impardonnable de ne pas tendre de toute leur pensée et de toutes leurs forces, à la réalisation de la paix.

Pour apprécier l'acte de Locarno, il faut d'abord bien comprendre ce qu'il est, non pas seulement dans une de ses parties,mais dans son ensemble, il faut l'examiner objectivement : s'il y a une question qui doit être traitée en dehors des considérations politiques de partis, c'est bien celle-là. C'est une question nationale au premier chef.

Je suis l'auteur, dans cette affaire, et par là même naturellement porté à la trouver magnifique. Il fallait un gros effort pour me défendre contre des sentiments d'affection bien naturels, mais qui pouvaient être exagérés parce que, malgré tout, intéressés. Cet effort-là, vous voudrez bien me rendre cette justice que je l'ai fait.

∽∽

Il y a dans l'acte de Locarno, il y a l'obligation d'examiner avant d'agir.

Est-ce pour la France une paralysie? Peut-on dire : si vous avez à côté de vous un peuple animé de mauvaises intentions...?

Je ne veux pas suspecter un peuple avec lequel j'ai signé un traité, je ne

veux pas croire qu'il soit de mauvaise foi; mais tout de même, j'ai bien le droit d'imaginer, contre mon optimisme, qu'il puisse en être autrement. Alors, le nouveau traité va-t-il m'empêcher d'agir? M'enlève-t-il un seul des moyens que me donne le traité de Versailles? Pas du tout.

Nous sommes toujours portés, quand on envisage un problème de sécurité, à attendre de l'extérieur la totalité des garanties souhaitables; c'est une erreur. Il faut d'abord s'assurer soi-même contre le danger. Il ne faut pas surtout laisser compromettre une liberté d'action qui constitue avant tout ce que j'appellerai le droit sacré de la légitime défense.

Dans ma pensée, la conférence de Gênes était une tentative d'organisation de l'Europe, un effort pour constituer l'Europe de la Paix. Et la clause d'admission qu'était-elle? Les puissances qui voulaient accéder à cette entente devaient signer une clause de non-agression.

Et mon idée dominante était celle-ci : « Tant que la zone démilitarisée du Rhin ne sera pas mieux couverte que par les termes du traité, tant que le pacte de la Société des Nations restera dépourvu de sanctions, de bras séculier, la sécurité de la France restera fragile ».

Il fallait donc chercher des éléments de sécurité.

Le traité de Versailles y tendait, mais il n'avait pu nous rassurer.

Cependant cette affaire de sécurité a été engagée comment? Par la France? Non. L'initiative est venue de l'Allemagne. C'est M. Streseman qui a saisi la France d'une proposition.

C'est un nouveau système, celui de l'arbitrage, et je rappellerai que Léon Bourgeois n'a négligé aucune occasion de la développer. C'est le recours aux solutions juridiques.

Mais les peuples n'étaient pas mûrs pour cette œuvre nouvelle. Il a fallu la terrible guerre dont nous sortons à peine, et la légitime inquiétude de se retrouver devant d'autres guerres

pour appeler les peuples à réfléchir et à penser que, tout de même, le moment est venu de créer des juridictions à leur usage.

∽∽

Pourquoi donc les conflits des nations ne seraient-ils pas portés devant les tribunaux comme les conflits des particuliers? Est-ce que, au sein des peuples, les individus n'ont pas renoncé à régler leurs difficultés à coups de poings et à coups de pieds? Est-ce qu'ils n'ont pas trouvé dans la possibilité de recourir à des moyens juridiques des éléments de paix et de tranquillité? Pourquoi n'en serait-il pas ainsi entre les nations? C'est là toute la pensée d'où procède l'œuvre de Locarno.

Ce système, on peut le rejeter, on peut le critiquer avec ironie : il pourra se trouver des gens pour applaudir, pas beaucoup de femmes... Les encouragements les plus précieux, les approbations les plus nombreuses me sont venus de ce côté-là. Si je lisais quelques-unes des lettres que j'ai reçues on aurait de la peine à retenir des larmes.

Pour porter tous ses fruits, un accord comme celui de Locarno doit créer un nouvel état d'esprit, faciliter de plus fréquents contacts entre les peuples, leur rendre possible la discussion de leurs intérêts respectifs ou communs, permettre enfin d'envisager des Locarno économiques et

financiers qui ont aussi leur importance, car sans eux il subsistera toujours des germes de guerre singulièrement inquiétants et aussi des menaces pour l'indépendance et la liberté des peuples.

Un peuple n'est pas assujetti, menacé, humilié, dans son indépendance, seulement lorsqu'il sent une lourde main gantée de fer peser sur sa destinée. Il l'est aussi lorsqu'il n'a pas la libre disposition de ses moyens économiques et financiers; c'est une tyrannie qui pèse sur lui, et de celle-là aussi il faudra bien que les peuples s'affranchissent.

Sans doute, ils ne souffriraient pas des guerres telles que nous les avons connues, qui se manifestent par des

effusions de sang, par des actes barbares; mais ils souffriraient dans leur liberté et dans leur vie, ils sentiraient peser sur eux un esclavage encore plus insupportable que celui qu'impose une guerre après défaite.

Et alors quoi? Toujours? Cette existence durerait toujours? Toujours on aurait à redouter une guerre entre la France et l'Allemagne? Toujours ces deux peuples devraient s'employer à rechercher des moyens de s'armer ouvertement ou hypocritement? Toujours ils dépenseraient le meilleur de leurs ressources à créer des armements nouveaux? On ne peut s'arrêter sur cette voie.

Et puis, de nouvelles échéances

de guerre, est-ce que cela constitue un avenir? Est-il possible de l'envisager? Ne doit-on pas chercher tous les moyens d'échapper à un pareil cauchemar? Ne vaut-il pas la peine de faire un effort pour créer enfin, en Europe, un état de paix durable? J'ai pensé que oui et j'ai fait mon possible pour qu'il arrivât ce qui est arrivé, c'est-à-dire la conclusion de l'acte de Locarno.

La seule chose que nous demandons, c'est que l'accord de Locarno soit respecté dans toutes ses dispositions, par conséquent dans celles qui sont relatives à la Société des Nations. Nous avons eu soin d'ajouter que l'interprétation de ces termes incom-

bait à la Société des Nations et non aux signataires du pacte de Locarno. L'Allemagne a accepté cette conclusion. Aussi, quand elle vient dire qu'elle ne cherche pas à se soustraire à ses obligations, je veux la croire.

∽∽

En face de grands problèmes nationaux si vastes et si graves, il faut faire un effort pour sortir de ses préoccupations personnelles, de ses points de vue particuliers. Pour mesurer l'étendue du problème, il faut s'efforcer de s'y adapter avec le souci des intérêts de son pays.

∽∽

Quand dans un concert de peuples s'appuyant les uns aux autres, ayant pris des précautions pour que leurs

délibérations ne soient pas inefficaces, il s'en trouve un qui a la pensée de violer sa parole et de se soustraire à toutes les procédures de garantie établies, celui-là se met dans un cas infiniment plus difficile que s'il n'avait pas été appelé à contracter de pareils engagements, et c'est pour la paix, une garantie qui n'est pas négligeable.

A Rapallo, on a rappelé une parole de Rathenau : « Ici vont s'ouvrir les sources des grands fleuves futurs ». Parole profonde qu'il avait peut-être le droit de croire prophétique. A ce moment, l'Allemagne ayant à choisir entre deux voies, celle qui la conduisait vers le concert des

peuples, au sein de la Société des Nations, dans une politique de paix déterminée, et celle qui la conduisait vers de nouveaux groupements d'alliances, aux conditions d'avant-guerre et pour des possibilités de revanche, l'Allemagne, il faut le reconnaître, par la signature de Rapallo,a mis le pied dans la première voie, le pacte de Rapallo étant un pacte économique avec la promesse d'alliance politique.

C'était le complément nécessaire; on était à un moment où les deux groupements allaient se former en Europe, ou deux systèmes d'alliance allaient s'opposer. Nous voyons le nôtre. Mais aurions-nous obtenu ces pactes d'alliance de toutes les nations

sur lesquelles on paraît compter? Non, pas dans de telles conditions et pour de telles fins.

Que l'Allemagne vienne faire cette offre d'un pacte de sécurité qui consacrerait des traités qu'elle a toujours discutés — que l'Allemagne après réflexion, et, cette fois, librement, contractuellement, soit prête à envisager une paix dans la ratification des traités, cela est un fait d'une importance considérable ; c'est le plus important qui se soit produit depuis la guerre.

Et quand la France a répondu oui à l'Allemagne, elle a ajouté : « A la condition que vous vous engagiez à respecter toutes les frontières. »

La paix fut toujours un mot prestigieux. Quand on le prononce, tout le monde l'admire. Un homme parle-t-il de la paix, on le félicite, on l'applaudit, on s'exclame : « Très bien », on lui parle sur un ton ouaté dont on use à l'égard des personnes qui ne sont pas bien portantes... Enfin, on ne le malmène pas trop. On pense : « C'est une espèce de maniaque d'un genre sympathique. »

Et s'il a le malheur de vouloir mettre en pratique son idée, s'il fait un effort pour organiser la paix, c'est une autre affaire ! On dit : « Celui-là il commence à devenir dangereux, il faut le mettre en surveillance, il faut s'en méfier. »

Tout de même, si l'on veut la paix, il faut bien l'organiser.

« Un pays auquel on parle trop de paix, perd forcément — dit-on — de ses qualités combattives. Alors il vous arrive de ces échecs proches ou lointains qui sont comme des hymnes de la vertu de la guerre elle-même. »

« La guerre, dit-on encore, c'est un rude creuset, mais c'est tout de même là que s'élabore le pur acier de l'énergie populaire. La guerre, c'est ce qui fait les nations héroïques, c'est ce qui met en activité toute leur beauté morale. »

La guerre, lorsqu'elle prend les peuples, les prend comme ils sont. Si un peuple, sur les champs de bataille, montre des qualités morales, excep-

tionnelles comme la France, c'est parce que c'est un peuple d'élite et parce qu'il possède en soi des qualités telles. La guerre ne les lui donne pas ; elle lui procure seulement l'occasion de les employer.

Mais s'il a l'occasion de les employer pour la paix, dans le domaine du progrès humain, il le fera aussi bien que sur les champs de bataille. Et je ne ferai pas à mon pays l'injure de croire que parce qu'il se sera tourné vers la paix, il perdra les magnifiques qualités qui ont fait sa gloire à travers les siècles et qui rayonnent sur lui depuis la victoire.

La France a fait connaître sa véritable pensée. Pendant quelques années, on nous a représentés comme

des trouble-paix; on prêtait au peuple français des arrière-pensées de conquêtes, on le voyait toujours prêt à se jeter dans la bataille, comme s'il n'avait pas d'aptitudes à faire autre chose, le peuple qui a donné Pasteur, le peuple qui a donné Hugo, le peuple qui a donné tant de valeurs morales à l'humanité ! La réalité, c'est que la France sait faire face à tout. Attaquée, elle sait se défendre, mais elle a aussi les grandes vertus de la paix.

Je sais bien aussi qu'il ne suffit pas de la parole d'un homme, de dix hommes, de mille hommes, dans deux pays qui se sont battus à travers les siècles, pour rendre tous les cerveaux aptes à la paix. Si la guerre

était de nouveau imposée à la France, elle saurait se défendre. Elle n'a pas perdu son ressort. Ce n'est pas parce qu'elle s'est tournée résolument vers la paix qu'elle a perdu les qualités de sa race... Mais elle a adressé à tous des paroles pacificatrices; elle signe avec tous des conventions d'arbitrage de même qu'entre les hommes le coup de poing brutal n'est pas un argument inévitable, elle demande qu'entre nations des solutions juridiques puissent, dans la mesure du possible, se substituer aux solutions par la force.

La France fait tout cela !

La France qui est aimée, admirée du monde entier pour les sentiments qu'elle sut susciter chez tous les

peuples, la France dont on sait qu'elle porte pour tous ce flambeau qui ne pourrait s'éteindre sans que l'obscurité s'étende à tous.

Le peuple français est un peuple de raison. Il s'est mis au travail, il sait bien que le travail ne peut se développer, qu'il ne peut apporter la prospérité à une nation qu'à la condition de se développer dans la paix.

On sent la paix partout sur notre territoire. J'ai dit à tous les étrangers qui m'ont parlé de notre pays et de son état d'esprit : allez vous promener dans nos villes, entrez dans nos maisons, approchez nos paysans,

pénétrez dans nos fermes, regardez notre sol, mêlez-vous à toutes les classes de la nation : tout vous crie : la paix, la paix, la paix. Mais vous ne pouvez pas l'empêcher de relire les pages de son histoire, vous ne pouvez pas l'empêcher de se trouver dans des conditions géographiques déterminées, vous ne pouvez pas attendre d'elle qu'elle renonce à défendre sa vie !

Par conséquent c'est pour elle une nécessité que de n'envisager la paix que dans la sécurité; c'est ce qu'elle cherche. Alors, si l'on veut être juste envers elle, qu'on ne la critique pas d'avoir gardé le souvenir de victoires remportées en commun. Qu'on la comprenne ! Qu'on s'associe à ses

efforts, et alors on verra qu'elle travaille pour la paix.

La France est assez sage pour ne pas se laisser duper par des illusions, elle sait que tout danger n'est pas dissipé parce que des paroles de paix ont été prononcées.

Notre pays est résolument tourné vers des buts pacifiques,et si les autres nations acceptent d'entrer dans cette voie, une guerre semblable à celle que nous avons subie ne risque plus de s'abattre sur nous.

C'est à cette œuvre, tant que j'aurai l'honneur de remplir mes fonctions, que je consacrerai tous mes efforts et toute ma claivoyance.

J'ai été le collaborateur assidu de

Léon Bourgeois à la Société des Nations — dirai-je son remplaçant? Non ! C'est inexact — son substitut plutôt lorsqu'il était souffrant. J'ai connu sa pensée intime et je peux dire que ce fut une bonne fortune pour moi de trouver cette pensée associée à tous les efforts tentés. Dans les moments difficiles — il y en a eu — où en présence de certains obstacles, mon esprit pouvait être porté au découragement, j'ai reçu le réconfort de sa bonne parole, j'ai été soutenu par l'exemple de toute sa vie tournée vers la paix, non pas une paix verbale, mais une paix réfléchie, solide, n'emportant pour son pays aucun risque de duperie.

Lorsqu'un homme est chargé de

ces négociations redoutables qui sont de nature à faire peser sur lui de rudes et lourds soucis, il faut qu'il sente la pleine et entière confiance des mandataires de son pays, autrement il risquerait de commettre des erreurs.

∽∽

Le danger pour un homme public c'est de s'arrêter d'avance à toutes les critiques que, quoi qu'il fasse, il est certain de rencontrer. Une telle préoccupation au moment de l'action conduit forcément à la paralysie.

C'est la certitude d'échapper aux critiques, mais c'est aussi la certitude de laisser peu de chose derrière soi et, tant qu'à faire, si l'on se trouve

dans la politique, c'est pour tendre à un autre résultat.

∽∽

La vie publique internationale est compliquée, on n'y recueille pas que des satisfactions, tous ceux qui l'ont vécue pourraient l'attester, mais ce n'est pas une raison pour désespérer.

∽∽

Il est des heures où il faut savoir rester impassible et faire appel à toutes les ressources de la maîtrise et du sang-froid.

∽∽

C'est notre devoir, à nous, hommes politiques, de prendre des situations comme elles sont, en hommes d'affaires, et Dieu sait si j'étais porté à ce genre d'exercices...

S'il y a en l'homme une part de force intuitive, elle n'est pas absolue et il faut bien qu'il reçoive des événements une part d'enseignement qui est inévitable : l'essentiel est qu'il en profite.

Quand on a l'honneur de représenter un grand pays comme la France, qui a su de tous temps et dans les circonstances les plus difficiles, prouver qu'elle avait un haut souci de l'honneur et de la dignité, je crois qu'on peut montrer du sang-froid sans risquer d'affaiblir moralement sa patrie.

Ce sont là les heures les plus délicates, celles qui, le plus vite, et qui le plus aisément, peuvent s'acheminer vers une issue tragique. C'est à

ce moment-là qu'il faut s'affermir sur ses pieds pour résister aux poussées, parce que s'il vient à se produire le moindre glissement, on ne peut plus savoir jusqu'où il va vous entraîner.

∽∽

Quand on assiste à des assemblées des nations, comme celle de Genève, quand on voit les représentants de cinquante-deux nations venir affirmer à la Tribune, la nécessité d'un pacte général de sécurité, d'une espèce de société d'assurance mutuelle, avec toutes les précautions correspondantes, — bien que cela n'ait pas encore été approuvé par tous les gouvernements, — c'est tout de même un élément de travail consi-

dérable, c'est un élément d'espérance que les représentants de la France seraient bien coupables de négliger.

La politique intérieure d'un pays comme la France n'est pas négligeable. Nous savons que le monde entier a les yeux sur notre pays. Notre pays, à toutes les périodes de son histoire, a été le guide, le conducteur; c'est le grand souffle de la Révolution française qui a passé sur le monde et qui a fait germer la liberté. C'est le souvenir de cette tradition révolutionnaire qui, hier, sur le champ de bataille, appelait les peuples à esprit libre. Tous ces petits pays nés de la victoire à laquelle ils ont concouru ont les yeux tournés vers la France.

La France glorieuse qui, hier, sur les champs de bataille, n'a pas abdiqué dans la victoire son passé et ses traditions est bien décidée à marquer dans la paix qu'elle entend monter vers un progrès toujours plus grand.

∞

Sous l'influence des passions politiques, les hommes ne sont que trop portés à nier tout progrès qui ne s'affirme pas par une violence au détriment de leurs adversaires. Je tiens à le dire hautement, le progrès ainsi compris n'est pas dans ma manière.

∞

Il y a, en Orient, au Maroc, en Alsace-Lorraine, trop de questions importantes communes entre la

France et Rome, pour qu'un gouvernement se refuse de causer avec le Vatican. C'est d'autant plus nécessaire qu'une politique d'apaisement et de tolérance est à souhaiter.

Ce qui peut aider à trouver la solution sous une forme toute différente du passé, c'est l'attitude du clergé pendant la guerre. Cette solution sera d'autant plus facilitée si les prêtres ne se préoccupent plus que de religion et ne se laissent plus entraîner comme jadis par des extrémistes de droite à participer à des luttes politiques passionnées.

Nous sommes à une heure où ce pays sent un grand, un irrésistible besoin d'union, de concorde et de

fraternité. Il comprend, lui, si beau dans le passé, si grand encore dans le présent, et d'un si bel avenir, qu'il ne peut remplir, non pour lui seulement mais aussi pour l'humanité tout entière, son plein destin qu'à la condition que c'en soit fini des haines et des luttes fratricides entre ses enfants.

∽∽

Chez moi, l'idée se présente surtout dans ce qu'elle contient de possible et de réalisable. Je suis un homme de réalisation, et c'est dans ce sens que ma vie est orientée.

∽∽

Dans une démocratie, un gouvernement, même avec ses idées, même avec ses partis pris, même avec ses

préférences, doit donner la liberté à tous les citoyens dès lors qu'ils ne sortent pas du cadre de la légalité et que leur pensée, de droite et de gauche, se manifeste d'une façon correcte, sans porter atteinte à la loi.

C'est un honneur pour le parti républicain, qu'ayant eu, après des batailles passionnées, violentes, haineuses même, à régler dans ce pays le sort des croyances, c'est-à-dire, ce qu'il y a de plus délicat, c'est un honneur pour le Parlement, pour la République, d'avoir fait aux consciences leur ample part de la liberté, d'avoir permis à tous les sentiments religieux de s'exprimer librement,

sans avoir à craindre aucune persécution.

Nous avons la bonne fortune d'être le pays de tous les pays, celui vers lequel sont tournés tous les regards d'espérance du monde entier, celui qui a fait le geste de libération, celui qu'on aime, pour ce qui pourra sortir de lui demain, dans tous les ordres du progrès.

J'ai condamné les violences, toujours j'ai fait effort pour assagir la classe ouvrière, pour l'appeler à une méthode raisonnée, pour l'amener à une collaboration efficace avec les partis de démocratie, pour l'organiser dans son ensemble, afin d'assurer

l'amélioration de son sort, et, dans la mesure du possible, son émancipation.

∽∽

J'ai pensé qu'après l'effort de la guerre, mon pays avait droit à la paix. Je me suis souvenu que les vastes convulsions qui accompagnent et qui suivent les guerres entraînent bien des déceptions, même pour ceux qui ont remporté la victoire. J'ai compris que l'équilibre se referait difficilement dans le monde, et qu'un des premiers devoirs de la France était de s'employer, de tout son cœur, à assurer cet équilibre mondial, indispensable à une paix durable.

∽∽

Après la guerre, des soubresauts d'ordre social étaient inévitables dans tous les pays. On s'est livré à des excès un peu partout. Néanmoins, on ne peut pas prétendre qu'il y ait eu, en France, des faits graves. Dans la tempête mondiale, la France apparaît come un rocher, elle se manifeste comme un professeur d'ordre et ce n'est pas là un élément négligeable, pour la force morale de notre pays.

Même dans les circonstances qui mettent en opposition, en polémique, des hommes d'État français, lorsqu'ils se trouvent aux prises avec la réalité des intérêts de leur pays, immédiatement une même pensée de solida-

rité nationale se lève en eux et s'affirme aussitôt dans leurs actes.

∽∽

Nous avons la force; nous pourrions, nous saurions nous en servir, s'il le fallait, pour imposer le respect de tous les engagements souscrits, mais la France républicaine est essentiellement pacifique.

∽∽

Quand le gouvernement, qui représente la France, parle à l'extérieur, ce n'est pas au nom d'une catégorie de citoyens, ni d'une croyance, c'est au nom de la France tout entière, avec ses traditions; c'est au nom de la France de la Révolution qui a fait son prestige dans le monde, prestige

auquel je ne consentirai jamais à renoncer,car il est un des éléments-essentiels de sa force de rayonnement.

∽∽

Il est un droit supérieur à tous autres : c'est le droit, pour une collectivité nationale, de vivre dans son indépendance et dans sa fierté.

Ajoutons, affirmant le droit absolu, imprescriptible, d'une nation à la vie, que, dans le cas où les frontières se trouveraient ouvertes à l'invasion, à défaut d'une loi, ayant prévu le cas d'une indisponibilité des chemins de fer,un gouvernement serait excusable, en vertu de ce droit supérieur, de recourir à des mesures même extra-légales... mais cette doctrine est

celle de la Révolution, la doctrine de Danton.

Il n'est pas de liberté, si respectable soit-elle, il n'est pas de liberté particulière ou corporative, dont l'exercice soit susceptible de porter atteinte au droit de la nation à vivre.

Ce droit est fait de toutes les concessions sur les droits particuliers, sur les libertés particulières, et quand il est en cause, devant lui tout doit s'incliner, pourvu que défendant son existence et recourant le cas échéant à des mesures exceptionnelles, la société se tienne dans les limites de la légalité.

Le régime parlementaire a des inconvénients, tous les régimes en

ont; mais il a cet avantage essentiel qu'il est le régime de tous les peuples qui ont évolué dans le progrès politique et social, et, lorsqu'un gouvernement est nettement investi de l'autorité de son parlement, il peut parler haut et ferme. On sait, en l'entendant, que c'est la voix de la nation même qu'on entend.

La France, la vraie France, la voilà ! Vous la voyez aujourd'hui comme elle a toujours été, ce qu'elle n'a jamais cessé d'être, ce qu'elle sera toujours. Au cours de l'histoire, elle est apparue souvent armée, casquée. Pourquoi? Parce que sa position géographique la désignait à bien des coups. Elle a été un soldat,

elle a combattu. Mais dans la dernière guerre, ce n'est pas seulement son sol ou sa liberté qu'elle a défendu. Ce sont aussi les principes que sa tradition lui imposait, non pas des principes français seulement, mais des principes humains, des principes mondiaux. Fille de la Révolution, elle a compris que son existence seule n'était pas en cause, mais tout un avenir de solidarité internationale. Ces idées-là, ce sont celles qui lui sont chères.

Naturellement, elle a défendu son sol, naturellement elle a été patriote jusqu'à l'extrême limite, et depuis, si elle est restée armée, c'est parce qu'elle avait le souci bien légitime, ayant été envahie, meurtrie, ensan-

glantée deux fois en moins de cinquante ans, de ne pas l'être dans l'avenir.

Mais dès qu'on eut fait appel à elle, dans la Société des Nations, pour organiser un système de paix et de sécurité, elle n'a pas hésité une minute et vous l'avez trouvée toujours disposée à collaborer à l'établissement de ce pacte d'aide mutuelle qui lui permettait de secouer le lourd fardeau des armements qui pèse sur ses épaules.

Quand on songe au chiffre des morts, quand on rencontre tant de jeunes hommes mutilés, atteints dans l'intégrité de leur être, quand on voit tant de femmes en deuil et tant d'êtres

qui regardent leurs enfants avec un éclair de tendresse où se mêle je ne sais quelle lueur d'inquiétude, je dis que l'homme qui s'efforce d'assurer la paix dans la mesure où il le peut et d'éviter d'autres malheurs a le droit de n'être pas insulté.

Je n'ai jamais déprécié les adversaires de la France. A Genève, où cinquante-deux nations avaient bien voulu faire l'honneur au représentant de la France d'accueillir en leur nom les représentants de l'Allemagne, j'ai dit : « L'Allemagne, eh bien, oui, c'est un grand peuple avec ses défauts et ses qualités. On ne peut pas dire que ce ne soit pas un grand peuple par son esprit de méthode et par la continuité de son

effort intellectuel. Mais plus il est grand, plus nous le reconnaissons tel, nous Français, et plus grand est le rayonnement de la victoire que nous avons remportée. »

A vaincre les faibles, on ne tire pas bien grande vanité. Mais, quand on s'est battu, comme nous nous sommes battus, et quand, après sa victoire, on retrouve son ancien adversaire, on a le droit de lui dire : « Est-ce que ce sera toujours la même chose? Est-ce qu'il faudra recommencer tous les dix ans? » Et quand on pense aux ruines que la victoire laisse dans un pays victorieux, quand on pense aux richesses anéanties pour des années et des années, à toute l'énorme perte de substance

matérielle et morale, que signifie la guerre, chercher à éviter cela, c'est peut-être bien un effet de la maladie du *messianisme*... mais si vraiment il est des maladies qui peuvent engendrer de pareilles idées, bénies soient ces maladies.

Moi, je dis que la France, qui a remporté une pareille victoire, dans une guerre que tout le monde a considérée comme soutenue au service de l'humanité, où elle était animée d'une telle force morale que de tous les points du monde on est venu se ranger sous ses drapeaux, je dis que cette France ne se diminue pas, ne se compromet pas dans sa force, quand, libre de toutes visées impérialistes

et ne servant que des idées de progrès et d'humanité, elle se dresse et dit à la face du monde : « Je vous déclare la Paix ! »...

ACHEVÉ D'IMPRIMER LE 14 JUIN 1927
POUR M. EUG. FIGUIÈRE, ÉDITEUR, SUR
LES PRESSES DE L'IMPRIMERIE F. VAN
BUGGENHOUDT, S. A., A BRUXELLES.